



**Division des droits  
des Palestiniens**

**Conférence internationale  
de la société civile à l'appui du peuple  
palestinien**

**Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York  
4 et 5 septembre 2003**

---

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1–4	3
II. Déclarations liminaires . . . . .	5–18	3
III. Séances plénières . . . . .	19–70	8
Première séance plénière		
La situation sur le terrain : les obstacles à la paix . . . . .	19–32	8
Deuxième séance plénière		
La société civile en état de siège . . . . .	33–45	13
Troisième séance plénière		
La communauté internationale, la société civile et le processus politique visant à mettre fin à l’occupation . . . . .	46–59	18
Quatrième séance plénière		
Les initiatives prises par la société civile pour mettre fin à l’occupation . . . . .	60–70	24
IV. Déclarations de clôture . . . . .	71–77	28
Annexes		
I. Plan d’action des organisations non gouvernementales et de la société civile . . . . .		30
II. Lettre adressée au Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies . . . . .		32
III. Liste des participants . . . . .		34

---

## I. Introduction

1. La Conférence internationale de la société civile à l'appui du peuple palestinien s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, les 4 et 5 septembre 2003, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et conformément aux dispositions des résolutions 57/107 et 57/108 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 2002.

2. Le Comité était représenté à la Conférence par la délégation suivante: Papa Louis Fall (Sénégal), Président du Comité; Bruno Eduardo Rodriguez Parrilla (Cuba), Vice-Président du Comité; Ravan A. G. Farhâdi (Afghanistan), Vice-Président du Comité; Victor Camilleri (Malte), Rapporteur du Comité; et Nasser Al-Kidwa (Palestine).

3. La Conférence avait pour thème « Mettons fin à l'occupation ». Douze experts ont été invités à participer au Comité directeur de la Conférence (voir liste des participants à l'annexe III). Les membres de ce comité ont présidé les différents débats de la Conférence, se sont entretenus avec les autres participants et ont rédigé le Plan d'action final de la Conférence (annexe I) en consultation avec le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité directeur a décidé de se constituer en Réseau international de coordination des organisations non gouvernementales pour la Palestine et de mettre l'accent sur la mise en oeuvre du Plan d'action. À la fin de la Conférence, les participants ont adressé une lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans laquelle ils demandaient l'envoi d'une force de protection internationale dans le territoire palestinien occupé (annexe II).

4. Vingt et un intervenants dont des Palestiniens et des Israéliens, ont présenté des exposés, et 350 représentants de 140 organisations de la société civile ont participé à la Conférence. Les représentants de 64 gouvernements, de la Palestine, de 3 organisations intergouvernementales et de 10 organismes des Nations Unies ont assisté à la Conférence en qualité d'observateurs.

## II. Déclarations liminaires

5. **Kofi Annan**, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a déclaré – dans une allocution dont Kieran Prendergast, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a donné lecture en son nom, que les efforts déployés pour résoudre le conflit israélo-palestinien faisaient partie des travaux de l'Organisation depuis sa création. Ces efforts se poursuivaient en ce moment crucial, en coopération avec les autres membres du Quatuor – les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et l'Union européenne. Malheureusement, après des mesures initiales encourageantes prises par les deux parties, le cessez-le-feu avait été rompu. En août, le niveau de violence était monté brutalement, avec de nouvelles incursions dans les villes palestiniennes, des assassinats ciblés et d'autres mesures de représailles, ainsi que des attentats-suicide meurtriers dirigés contre des Israéliens. Des civils palestiniens et israéliens continuaient de trouver la mort dans des actes de violence indéfendables. Le Secrétaire général avait demandé à toutes les parties de faire preuve de la plus grande retenue – de briser le cycle de la violence et de la contre-violence. Il a exhorté les deux parties à renforcer leur engagement en faveur de la coopération en matière de sécurité de sorte que le processus politique puisse

---

aller de l'avant. La Feuille de route établie par le Quatuor demeurait, si elle était appliquée intégralement et équitablement, le meilleur moyen d'obtenir un État palestinien indépendant et viable.

6. Le Secrétaire général a souligné que l'expansion des colonies de peuplement et la construction de routes de contournement demeuraient de sérieux obstacles à l'application de la Feuille de route, qui demande clairement le gel de toutes les activités de colonisation et le démantèlement des avant-postes de colonies établies depuis mars 2001. Le mur construit en Cisjordanie séparait les Palestiniens de leurs terres agricoles et d'autres communautés palestiniennes, créait une situation de fait sur le terrain et allait à l'encontre de la lettre et de l'esprit de la Feuille de route. Ces activités tendaient à préjuger de l'issue des négociations à venir sur le statut permanent et risquaient de saper la vision d'un État palestinien viable et contigu à l'État d'Israël. Il fallait que l'Autorité palestinienne agisse résolument pour mettre fin aux attaques terroristes. Il importait également qu'elle poursuive ses réformes de façon transparente, en consultation étroite avec la communauté internationale.

7. Selon le Secrétaire général, la situation humanitaire était gravement préoccupante. Les bouclages et couvre-feux continuaient d'être imposés. Les Palestiniens ne pouvaient toujours pas se déplacer librement, pour obtenir des soins médicaux, conduire leurs enfants à l'école ou vaquer à d'autres aspects de leur vie quotidienne. L'ONU avait souligné qu'il fallait que les agents humanitaires internationaux et locaux aient pleinement accès aux zones palestiniennes. Les Palestiniens avaient besoin de voir des effets bénéfiques réels et tangibles dans leur vie. Les travaux que menaient les organisations de la société civile, tant individuellement qu'en concertation avec l'ONU, contribuaient grandement aux efforts de paix et permettaient d'apporter une assistance humanitaire des plus nécessaires. Les initiatives locales conjointes des organisations non gouvernementales palestiniennes et israéliennes, et celles de groupes juifs et arabes, aux États-Unis, en Europe et ailleurs, revêtaient une importance particulière. Pour que le projet de la Feuille de route se concrétise, il fallait que la société civile joue son rôle.

8. Selon **Papa Louis Fall**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, malgré tous les efforts des parties et de la communauté internationale, les affrontements et la violence régnaient sur le terrain et le processus politique relancé par la Feuille de route du Quatuor s'était une fois de plus enrayé. Le coût humain de près de trois années de violences et de destructions avait été dévastateur, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. La situation était d'autant plus tragique que beaucoup des victimes étaient des civils innocents, dont beaucoup d'enfants. Les privations économiques du peuple palestinien avaient atteint un niveau véritablement critique. Des milliers de familles n'avaient plus de source de revenu et étaient tributaires des secours d'urgence. La destruction de villes, villages et terres agricoles avait privé de nombreux Palestiniens de leurs foyers et entraîné leur déplacement interne, fait extrêmement dangereux. Le régime des bouclages et couvre-feux était la principale cause du déclin économique.

9. L'intervenant s'est dit préoccupé par le fait que malgré les condamnations internationales, Israël avait continué d'étendre ses colonies de peuplement à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en violation flagrante du droit international et contrairement aux exigences de la Feuille de route. Au mépris

---

des protestations internationales croissantes, le Gouvernement israélien avait décidé d'intensifier sa politique du fait accompli sur le terrain et de construire une barrière de séparation, dont de larges pans pénétraient loin à l'intérieur du territoire palestinien. À cette fin, Israël avait confisqué de vastes superficies de terres palestiniennes et détruit les biens qui s'y trouvaient, notamment des centaines d'oliviers qui constituaient une importante source de revenu pour les agriculteurs palestiniens. La première phase de construction du mur avait transformé 70 villes palestiniennes en enclaves, portant ainsi atteinte aux droits de plus de 210 000 Palestiniens.

10. L'intervenant a rappelé que la période de calme relatif qui avait suivi la proclamation de cessez-le-feu par les factions palestiniennes en juin 2003 avait pris fin avec la reprise du cycle des violences en août de la même année, lorsque l'armée israélienne avait poursuivi ses incursions dans les villes palestiniennes et que des Palestiniens avaient perpétré des attentats-suicide à la bombe pour venger l'assassinat de certains de leurs dirigeants par Israël. Le Comité avait condamné ces actes de violence odieux qui non seulement étaient nuisibles pour la sécurité personnelle des Israéliens et des Palestiniens, mais aussi portaient un coup sérieux aux efforts visant à aboutir à un règlement pacifique du conflit.

11. Le Comité était convaincu que, dans les prochains mois, la société civile devait donner son appui à des initiatives comme la Feuille de route, en vue de relancer un processus politique qui permette, à terme, de ramener les parties à la table de négociation. Il fallait que cette société serve d'instrument de médiation active aux fins de l'application de la Feuille de route. Les principaux éléments qui faisaient obstacle à cette mise en oeuvre, tels que l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation devaient être portés à l'attention de l'opinion publique et des responsables politiques. Apporter des secours d'urgence et d'autres formes d'assistance au peuple palestinien et remettre en état l'économie palestinienne qui était en ruines devaient figurer au nombre des autres priorités importantes de la société civile. Compte tenu de la gravité de la situation qui régnait en ce moment, il fallait en particulier s'employer à susciter un large soutien au déploiement d'observateurs internationaux, voire d'une force multinationale de stabilisation, qui puissent aider les deux parties lors de la mise en oeuvre des accords politiques. Il fallait que les parlements, les organisations non gouvernementales et l'opinion publique fassent tout ce qui était en leur pouvoir pour garantir l'adoption de mesures immédiates et efficaces à même d'assurer le respect de la quatrième Convention de Genève. Compte tenu de la nécessité urgente de redoubler d'efforts pour appuyer la paix dans la région, il fallait que les efforts et initiatives des plates-formes nationales et régionales soient coordonnés à l'échelle internationale. Le Comité directeur de la Conférence pouvait jouer un rôle utile à cet égard et devait examiner les mesures concrètes à prendre à cet effet. Le Comité était prêt à appuyer toutes les initiatives sérieuses visant à mobiliser et à coordonner les efforts en faveur d'un règlement pacifique de la question de Palestine, visant à mettre fin à l'occupation par des moyens pacifiques.

12. **Nasser Al-Kidwa**, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, a rappelé que le Conseil de sécurité avait récemment pris l'initiative courageuse d'adopter une résolution claire et sans équivoque sur la protection du personnel humanitaire, dont celle des représentants de l'ONU. Malheureusement, une initiative analogue visant à protéger ceux qui travaillaient pour l'Organisation dans le territoire palestinien occupé s'était heurtée

---

en décembre dernier au veto habituel des États-Unis. L'orateur a décrit l'offensive menée par Israël durant les trois années écoulées et qui consistait notamment en des actes de guerre ainsi que des exécutions arbitraires et extrajudiciaires. Les excès d'un recours arbitraire à la force (destructions injustifiées d'habitations, d'infrastructures et de terres agricoles, recours systématique aux châtiments collectifs, notamment restrictions apportées à la liberté de mouvement des personnes et des biens, etc.) avaient été évidents. Ces agissements qui avaient nui à la situation socioéconomique du peuple palestinien et provoqué une très grave crise humanitaire avaient tous pour objet de réduire à néant les résultats du processus d'Oslo et d'empêcher la création d'un véritable État palestinien indépendant et souverain sur le territoire occupé par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. Cette politique signifiait la destruction du mouvement national palestinien et de son autorité centrale, l'Autorité palestinienne. On avait ramené le conflit israélo-palestinien à un problème de terrorisme, occultant ainsi la question de l'occupation étrangère et celle de la politique d'implantation de colonies de peuplements.

13. **Al-Kidwa** a exprimé la position palestinienne contre le terrorisme. Les attentats-suicide à la bombe faisaient du tort à la cause palestinienne, et il fallait qu'ils cessent. Il a cependant rappelé que le premier de ces attentats s'était produit 27 ans après le début de l'occupation et après qu'Israël eut installé 350 000 colons dans le territoire occupé, en violation flagrante de la quatrième Convention de Genève. L'Autorité palestinienne entendait mettre fin à ces violences et préserver un processus de négociation pacifique. Les Palestiniens restaient foncièrement attachés à toutes les initiatives internationales – visant à instaurer la paix et à parvenir à un règlement pacifique et durable fondé sur l'existence de deux États. Aussi allait-il falloir recenser les obstacles, à savoir le refus d'Israël de se retirer du territoire occupé et son opposition à la création d'un État palestinien. Chacune des deux parties devaient reconnaître les droits de l'autre, en l'occurrence le droit à la création d'un État souverain pour les Palestiniens, et le droit à être reconnu par les Palestiniens pour Israël.

14. L'intervenant a ajouté que bien que la Feuille de route constitue une option acceptable pour la recherche d'une solution, elle avait dès le départ soulevé un certain nombre de problèmes. Les réserves d'Israël avaient été entièrement acceptées, ce qui avait affaibli la Feuille ainsi que son contenu. La partie israélienne avait refusé de se plier aux exigences qui étaient stipulées dans ce document, à savoir création d'un État palestinien souverain, et annonce de la cessation de toutes attaques dirigées contre des Palestiniens. La politique d'implantation de colonies de peuplement se poursuivait, tout comme les confiscations de terres et la construction du mur expansionniste. La Feuille de route avait besoin d'un nouveau départ impliquant un engagement réel des deux parties. Dans le même temps, il était nécessaire de préserver la légitimité internationale, le rôle de l'ONU ainsi que les travaux importants menés par les différents organes et organismes relevant de cette Organisation. L'orateur s'est dit préoccupé par la nouvelle offensive qu'Israël avait déclenchée contre l'ONU et ses résolutions. Cette offensive avait pour but d'empêcher un retrait israélien du territoire occupé ainsi que la création d'un État palestinien. **M. Al-Kidwa** a demandé à la communauté internationale de continuer d'adhérer fermement au droit international et aux principes de la Charte des Nations Unies afin de mettre en place les conditions propices à l'instauration d'une paix juste, durable et complète au Moyen-Orient.

---

15. Selon **M. Finn Martin Vallersnes**, Président du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient de l'Union interparlementaire, ce comité avait de tout temps engagé les deux parties au conflit à prendre des mesures qui permettent d'aboutir à un règlement intégral du conflit, notamment en mettant fin aux attentats terroristes, à l'occupation ainsi qu'à la construction et à l'expansion des colonies de peuplement. Le Comité avait été spécifiquement chargé d'organiser des réunions de groupe de travail avec des membres du Conseil législatif palestinien et de la Knesset. La première de ces réunions s'était tenue à Paris en 2001 et la deuxième à Genève en 2003. Les délégations comprenaient des députés de la Knesset, représentant différents partis, ainsi que des membres du Conseil palestinien. À l'issue de la deuxième réunion, une déclaration avait été adoptée, et il avait été convenu de créer un groupe de travail composé de représentants israéliens et palestiniens. La prochaine réunion du groupe de travail devait avoir lieu en septembre 2003.

16. M. Vallersnes a fait observer qu'il fallait à tout prix se rendre compte qu'il n'y aurait pas de paix tant que les négociations ne résoudraient pas les problèmes de fond qui préoccupaient les deux parties au conflit. Si les efforts de l'Union interparlementaire étaient modestes en comparaison des grandes négociations qui se déroulaient à l'échelle des gouvernements, le processus ne pourrait aller durablement de l'avant que si toutes les parties concernées agissaient simultanément et dans la même direction. À ces efforts devaient être notamment associés les gouvernements, les organisations de la société civile et, surtout, les simples citoyens. Il était capital d'apporter des améliorations visibles à la vie quotidienne des Palestiniens et de créer les motivations et la confiance nécessaires à la recherche d'une solution politique. La crise économique et humanitaire que connaissaient la Cisjordanie et la bande de Gaza était imputable à l'homme et, au premier chef, à la politique de bouclages et de couvre-feux pratiquée par Israël. Il fallait que les parties et la communauté internationale redoublent d'efforts pour assurer l'application de la Feuille de route.

17. **Thomas Neu**, représentant au Moyen-Orient de l'American Near East Refugee Aid (ANERA) et Président de l'Association des organismes internationaux pour le développement (AIDA) a évoqué les problèmes complexes auxquels se heurtaient les organisations non gouvernementales dans le territoire palestinien occupé. Pour appliquer la situation socioéconomique, il a cité certaines statistiques : les taux de chômage officiels étaient largement supérieurs à 40 %; le revenu réel par habitant avait chuté de 46 % depuis le début de l'Intifada; le pourcentage de Palestiniens vivant en deçà du seuil de pauvreté (c'est-à-dire avec tout au plus 2,10 dollars des États-Unis par jour) était estimé officiellement à 60 %; et 55 % de la population était tributaire de l'aide extérieure.

18. L'intervenant a également appelé l'attention sur la situation en matière d'approvisionnement en eau, de nutrition et de mobilité : 150 villages palestiniens n'étaient pas reliés à un réseau d'approvisionnement en eau et dépendaient pour leur approvisionnement de camions-citernes qui, au cours des trois années écoulées, avaient eu des difficultés à se déplacer en raison de la politique de bouclages et de la présence de barrages routiers ainsi que de murs de béton armé et de gravats. Les citernes d'eau étaient taries, les chauffe-eau étaient vides et les problèmes de transport avaient provoqué une hausse des prix du mètre cube d'eau. Une étude récemment publiée par deux organisations non gouvernementales, Ard-al-Isan et Accion contra el Hambre, suscitait des inquiétudes quant à l'état nutritionnel de la

---

population, notamment celui des enfants. Les mécanismes qu'avait mis au point la population pour faire face à la situation n'étaient pas viables et risquaient d'avoir de graves conséquences à long terme sur les ménages. En outre, ils étaient sur le point de s'effondrer et leurs jours étaient comptés. M. Neu a donné quelques exemples témoignant des difficultés de déplacement. La ville de Qalqilya était encerclée par un mur de huit mètres de haut; Bethléem était divisée en deux et séparée de Jérusalem par des murs de construction récente ainsi que par des points de contrôle; et la population arabe d'Hébron avait été placée sous couvre-feu à la suite d'attaques de colons.

### **III. Séances plénières**

#### **Première séance plénière**

##### **La situation sur le terrain : les obstacles à la paix**

19. Les participants à la première séance plénière ont axé leurs interventions sur les points suivants : les colonies et le mur de séparation; les bouclages et couvre-feux; et la situation économique et humanitaire.

20. **Jamal Juma**, Coordonnateur du Palestinian Environment NGO Network [Réseau d'ONG palestiniennes pour l'environnement) (PENGON)], a fait un exposé dans lequel il a montré que le mur était conçu non pas pour assurer la sécurité d'Israël mais pour appuyer ses politiques illégales. Les murs construits étaient de deux types : le premier consistait en une enceinte de 8 mètres de haut coiffée de tours de surveillance en béton armé que l'on avait édifiées à Tulkarem, Nazlet 'Issa, Barta'a, Bethléem et Jérusalem. La zone tampon, qui n'avait pas encore été mise en place, affecterait radicalement la vie de la population vivant dans la région. Le deuxième type d'enceinte consistait en un ensemble de clôtures, de barrières, de routes et de tranchées profondes et aurait 60 à 100 mètres de large. Quelque 1 680 dounams de terre avaient été rasés aux fins de l'édification du mur. En outre, quelque 11 550 personnes originaires de 16 villages se retrouvaient coincées entre le mur et la Ligne verte, et 102 320 arbres, dont certains avaient plus de 700 ans et avaient assuré la subsistance de générations entières de Palestiniens, avaient été abattus. La zone entourant le mur était une zone militaire, comprenant 121 455 dounams de terre, soit 2 % du territoire cisjordanien qui avait été ainsi annexé de fait. Les terres fertiles d'une cinquantaine de villages allaient être pour la plupart touchées et isolées des autres communautés cisjordaniennes. À ce jour, quelque 200 édifices avaient été démolis et les communautés de la région avaient été privées de 26 puits artésiens. Qalqilya, l'une des villes les plus prospères de la Cisjordanie où quelque 85 000 personnes, pour la plupart israéliennes, venaient auparavant s'approvisionner, était totalement isolée, ses 41 600 habitants étant totalement enclavés; 75 % d'entre eux dépendaient maintenant de l'assistance humanitaire, une dépendance qui allait, d'ici un an, les pousser à émigrer en masse.

21. M. Juma a poursuivi son exposé en montrant une image du mur qui pénétrait à 2 kilomètres à l'intérieur du territoire cisjordanien et où Israël avait décidé de construire une autre enceinte le long de la Ligne verte afin d'encercler de toutes parts la population, le la couper du reste de la Cisjordanie et d'Israël, la privant ainsi de tout service et de toute source de revenu. La première phase, la phase A, avait été



---

achevée. La deuxième phase de construction avait lieu au centre de la Cisjordanie, le mur devant pénétrer au coeur du territoire palestinien à 16 kilomètres de la Ligne verte. La troisième phase, à savoir la phase de construction du mur méridional, devait conduire à l'encerclement de Bethléem et d'Hébron. La quatrième phase devait aboutir à la construction du mur oriental, ou mur de la vallée du Jourdain, qui longerait la route de contournement actuelle d'Alon. La carte finale de la Cisjordanie ferait apparaître des zones A et B encerclées de toutes parts par des murs et qui devait permettre de faciliter la confiscation et l'annexion massives de terres occupées par des colonies de peuplement. La Cisjordanie serait alors divisée en trois ghettos. En outre, dans les zones devant être contrôlées exclusivement par Israël, plus d'un demi million de Palestiniens vivaient à l'extérieur des zones murées au sein de 10 enclaves conçues pour les séparer des terres avoisinantes et de la zone C. Le mur aurait environ 650 kilomètres de long. Il permettrait d'annexer à Israël 90 % des colonies de peuplement (soit 135 colonies), regroupant 97 % des colons.

22. L'intervenant a conclu son exposé en appelant l'attention sur les conséquences socioéconomiques qu'aurait la construction du mur. Ce dernier aurait pour effet d'isoler et de confisquer les principales ressources de la Cisjordanie – la terre et l'eau qui figurent parmi les éléments les plus indispensables à la croissance économique du futur État palestinien. Les principales villes palestiniennes devaient être encerclées par des murs, rendant ainsi impossibles la croissance de la population et toute expansion des agglomérations. D'un point de vue économique, le fait de refuser à la Cisjordanie toute frontière commune avec le monde arabe, revenait à placer l'économie palestinienne sous la dépendance totale d'Israël. La fragmentation de la Cisjordanie signifiait qu'il n'y aurait pas d'économie et, par la force des choses, pas d'État indépendant. Israël avait trouvé la solution : les fragments de territoire seraient reliés entre eux par des routes, des tunnels et des ponts. Les soi-disant « concessions douloureuses » du Premier Ministre Sharon consisteraient à démanteler un petit nombre de colonies de peuplement situées dans les cantons palestiniens. En outre, les nouveaux avant-postes et les nouvelles colonies de peuplement qui avaient été construites depuis l'accession de M. Sharon au pouvoir, visaient à relier entre eux les groupements de colonies afin de renforcer la division de la Cisjordanie.

23. **John Reese**, Coordonnateur de l'US Campaign to Stop the Wall, a axé son exposé sur les effets environnementaux du mur sur le peuple palestinien. Comme les colonies de peuplement étaient très souvent situées au sommet des collines, leurs effluents se déversaient directement sur les terres palestiniennes. Plus de 200 industries palestiniennes avaient déménagé en Cisjordanie, faisant des déchets et de la pollution des armes chimiques et biologiques dirigées contre leurs voisins palestiniens. Dans la région de Toulkarem se trouvait une usine d'engrais qui était une source majeure de pollution atmosphérique et déversait de grosses quantités de déchets liquides. Dans les zones palestiniennes avoisinantes, les taux de cancer étaient élevés. Dans la zone industrielle de Berkan, qui comptait 50 colonies de peuplement et de nombreux conduits d'égouts se déversant en territoire palestinien, les rivières et les terres agricoles avaient été polluées. En outre des ordures ménagères avaient été transférées de Cisjordanie en Israël.

24. En outre, la construction du mur avait elle-même eu un impact majeur sur la flore et la faune, dans la mesure où elle avait entraîné la destruction d'habitats ainsi que la confiscation de terres. Durant la première phase de construction – qui

---

couvrait une centaine de kilomètres – les Palestiniens avaient perdu plus de 100 000 oliviers qui avaient été déracinés, puis replantés du côté israélien. Des centaines de serres avaient été perdues dans les zones tampons situées de part et d'autre du mur. Quelque 250 de ces serres avaient été détruites durant la première phase. La construction du mur avait été un projet de grande envergure qui avait déplacé d'énormes quantités de poussière, détruit des collines tout entières, provoqué l'érosion des sols et entraîné une accumulation des sédiments dans les cours d'eau. Une fois achevé, le mur – ou plus précisément la surface sur laquelle il devait être construit – pourrait à lui seul entraîner la perte de plus de 50 000 dounams. L'intervenante a fait observer que le contrôle de l'approvisionnement en eau était de la plus haute importance pour Israël. Ce dernier avait la mainmise sur près des 85 % du total des ressources en eau de la Cisjordanie. La première phase de construction avait eu un impact sur les puits artésiens. Dans la région de Jayous, outre les conduits et réservoirs d'eau, 50 de ces puits avaient été perdus. Les collectivités locales avaient dû recourir à des camions-citernes, mais les points de contrôle et bouclages ralentissaient les mouvements de ces véhicules. Le mur était un instrument par lequel Israël pouvait confisquer davantage de terres et exercer un contrôle sur les ressources en eau.

25. Selon **Naomi Chazan**, ancienne membre de la Knesset, la Feuille de route était sur le point d'échouer, mais on pouvait encore la sauvegarder ou du moins sauvegarder les perspectives qu'elle offrait. Sans solution et règlement politique, il ne pourrait y avoir d'amélioration sur le terrain. La situation sur le terrain était catastrophique en raison de la recrudescence des violences qui s'étaient produites après une courte période de deux mois durant laquelle Palestiniens et Israéliens avaient vu que le cycle des violences pouvait connaître un certain répit. Le terrorisme d'où qu'il vienne était une abomination et un crime contre l'humanité. Le mur avait créé sur le terrain des faits inacceptables ayant de vastes répercussions politiques. L'intervenante a souligné que la situation autour de Jérusalem était particulièrement préoccupante car elle équivalait à une annexion pure et simple et empêchait tout règlement politique. Des frontières avaient été tracées au mauvais endroit et sans aucune négociation. En outre, la poursuite de la politique de bouclage, de points de contrôle et de couvre-feux constituait une pure humiliation quotidienne pour les Palestiniens. Comme le stipulait la Feuille de route, Israël devait démanteler sur-le-champ les avant-postes illégaux – environ 106 ou 107 – mais depuis le Sommet d'Aqaba, il n'avait démoli qu'un de ses avant-postes et, chose plus importante encore, il n'avait gelé aucune activité de colonisation. L'intervenante a proposé la création d'un fonds d'indemnisation à l'intention des colons ainsi que la mise en place d'un plan de dédommagement et de relogement. Quatre-vingt pour cent des colons étaient des colons économiques et pourraient être dédommagés par Israël et par la communauté internationale. La crise humanitaire et la crise économique avaient atteint de nouveaux sommets ou plutôt plongé vers de nouveaux abîmes. Mme Chazan a estimé que l'effort consenti en vue de traiter les problèmes humanitaires avait en réalité pour effet de perpétuer involontairement l'occupation.

26. L'intervenante a recensé quatre obstacles principaux sur le terrain. Le premier résidait dans la crise qui touchait la direction des deux camps. Dans le camp israélien, le Gouvernement d'Ariel Sharon était le gouvernement plus à droite que l'État d'Israël n'ait jamais connu; tandis que dans le camp palestinien, il y avait une crise au niveau de la direction, une lutte de pouvoir et un danger de vide politique

---

qui rendrait très difficile un accord quel qu'il soit. Le deuxième obstacle résidait dans le fait que les extrémistes des deux camps avaient pris le contrôle de la scène politique. Du côté israélien, c'étaient l'armée et les colons israéliens qui définissaient pour l'essentiel les priorités politiques; dans le camp palestinien, c'était le Hamas, la Jihad islamique et quelques factions du Fatah qui jouaient ce rôle. Les deux camps, qui étaient opposés à un règlement politique et à la solution des deux États, étaient résolus à mettre fin au processus de paix. Le troisième obstacle résidait dans l'ébranlement massif de la confiance mutuelle : la plupart des Palestiniens et des Israéliens qui avaient dans le passé été en contact ne se parlaient plus. Le quatrième obstacle tenait au fait que l'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale, le Quatuor et les États-Unis n'avaient pas rempli leurs obligations. Si la communauté internationale continuait à jouer passivement les spectateurs, elle aurait à assumer la responsabilité directe de la dégradation de la situation dans les quelques mois voire quelques années à venir.

27. Mme Chazan a formulé quelques propositions visant à sauver les perspectives qu'offrait la Feuille de route et proposé deux options : tout d'abord, la Feuille de route passait directement à la phase 3, c'est-à-dire aux négociations sur un règlement permanent prévoyant la création le long des frontières de 1967 de deux États pour deux peuples, ayant chacun Jérusalem pour capitale, l'évacuation et le démantèlement des colonies de peuplement, des arrangements de sécurité adaptés et une solution équitable au problème des réfugiés conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Quelques mois auparavant, les dirigeants du camp de la paix israélien et certaines personnalités palestiniennes de premier plan avaient rédigé un projet d'accord pour un règlement permanent. Il était indispensable de soumettre ce projet au public. La deuxième solution envisageable pour l'avenir immédiat consistait à revoir la possibilité de placer la Cisjordanie et la bande de Gaza sous mandat international. Il était nécessaire d'obtenir le retrait d'Israël, élément capital pour la sécurité de ce pays et qui permettrait des élections ainsi qu'un redressement socioéconomique palestiniens. L'intervenante a estimé que le Timor oriental constituait à cet égard un excellent exemple. Durant la phase intérimaire, une force internationale déployée sur le terrain maintiendrait l'ordre. La société civile avait un rôle à jouer, à savoir étendre ses liens aussi bien sur le plan horizontal qu'avec les décideurs.

28. **Claudette Habesh**, Secrétaire générale de Caritas Jerusalem, a déclaré que ni l'occupation israélienne, ni les bouclages, les couvre-feux, les incursions, les exécutions sommaires, les emprisonnements, les démolitions d'habitations, les arrachages d'arbres, les points de contrôle, les barrages routiers, les tranchées, les fils de fer barbelé et les murs de béton armé n'étaient parvenus à assurer la sécurité du peuple israélien. Ces politiques n'avaient réussi qu'à créer la pire crise humanitaire, économique, politique et sociale qu'aient jamais connue les Palestiniens, crise qui allait avoir des effets négatifs à long terme sur le tissu social palestinien. Cette crise était aussi parvenue à appauvrir la population, l'aide internationale ne suffisant plus à soutenir les familles de plus en plus nombreuses qui vivaient en deçà du seuil de pauvreté. La situation actuelle permettait aux extrémistes des deux camps de gagner du terrain en promettant d'obtenir des résultats par des moyens autres que les négociations politiques.

29. Selon un rapport de la Banque mondiale, le chômage avait augmenté de plus de 50 %, et 60 % de la population vivait en deçà du seuil de pauvreté tel que l'avait défini l'Organisation des Nations Unies – c'est-à-dire avec tout au plus 2 dollars par

---

jour et par personne – triplant ainsi le nombre de pauvres, qui, de 637 000 avant le début de l’Intifada en septembre 2000, était passé à près de 2 millions. Le produit national brut avait continué de chuter, et diminué de moitié par rapport à 2001. Les exportations palestiniennes étaient en baisse, et le tourisme inexistant. Le taux de malnutrition était en hausse, ayant augmenté de 30 % par rapport à septembre 2000. À Gaza, 13,3 % de la population souffrait de malnutrition aiguë. L’accès aux traitements médicaux avait été restreint par les bouclages, entraînant de graves complications, voire, dans certains cas, des décès. Depuis septembre 2000, plus de 1 135 journées scolaires avaient été perdues en raison des bouclages et des couvre-feux. Dans quelques années, les élèves touchés par ces pertes allaient entrer sur le marché du travail sans avoir acquis la moindre formation, dans un établissement ou en dehors, et il leur serait difficile d’échapper au cycle de la pauvreté. Depuis le début de l’Intifada, 2 572 Palestiniens avaient été tués, dont 19 % d’enfants.

30. L’intervenante a souligné que la construction du mur avait soulevé de nombreux problèmes qui porteraient préjudice au futur État palestinien. En effet, le mur n’était pas construit le long d’une frontière internationalement reconnue, à savoir le long de la Ligue d’armistice de 1948 séparant Israël de la Cisjordanie. Une grande partie de cette enceinte avait été construite loin à l’intérieur du territoire palestinien occupé, séparant les villes de leurs terres agricoles et de leurs ressources en eau, et permettant ainsi à Israël d’absorber des colonies de peuplement illégales, des terres fertiles et de précieuses ressources en eaux souterraines. À la suite de la construction du mur qui avait été précédée de la destruction de terres palestiniennes voisines du mur ou se trouvant sur son chemin, des oliviers séculaires avaient été abattus, des systèmes d’irrigation avaient été endommagés et des habitations et édifices publics avaient été démolis. Plus de 200 000 personnes avaient pâti de ces mesures.

31. **Maha Abu Dayyeh Shamas**, Directrice du Women’s Center for Legal Aid and Counseling à Jérusalem, a dit que le problème le plus grave ne tenait pas seulement à l’absence d’une volonté politique de garantir le respect de l’état de droit, mais aussi à l’effort systématique qui était fait pour subordonner l’application des principes et règles du droit humanitaire à des négociations politiques bilatérales entre des parties au pouvoir inégal. Il y a 10 ans, lors des négociations de Washington, les négociateurs palestiniens avaient été priés instamment de ne pas insister sur les principes juridiques internationaux, au motif qu’Israël ne voulait pas engager de négociations politiques sur la base de ces règles. Les intérêts politiques l’avaient emporté sur les principes fondamentaux essentiels au renforcement de la confiance. Israël voulait tout subordonner à des négociations bilatérales, sans admettre la participation active de tierces parties. Si l’on avait mis un frein aux activités de colonisation et empêché le transfert de populations civiles vers le territoire occupé, les Palestiniens n’auraient pas eu à faire face à une deuxième Intifada, au mur de séparation et à toutes les tragédies humaines qui en sont résultées. Dix années plus tard, non seulement il n’y avait aucune solution politique, mais les crimes de guerre étaient devenus plus brutaux et plus fréquents, entraînant tout naturellement des réactions elles aussi illégales de la part d’éléments palestiniens qui avaient le sentiment que la société palestinienne avait été laissée à la merci de la puissante machine de guerre israélienne appuyée par une idéologie de plus en plus raciste et soutenue par certains supports médiatiques comptant parmi les plus perfectionnés du monde.

---

32. L'intervenante a dit qu'au plan international, davantage d'efforts avaient été consacrés au règlement de la crise humanitaire qu'au traitement énergique des problèmes politiques à l'origine de cette crise et de son escalade. Dans un contexte caractérisé par la brutalité et par un mépris le plus total pour la vie et la dignité humaine, les sociétés palestiniennes et israéliennes semblaient jointes inextricablement dans une spirale sanglante. Des hommes politiques cyniques exploitaient la colère et la haine que suscitait cette situation pour se maintenir au pouvoir. La communauté internationale pouvait contribuer pour beaucoup à développer un débat juridique fondé sur la justice et le respect de la dignité humaine, à en élever le niveau du débat et à le poursuivre, tandis que les parties pourraient chercher une solution politique à leur problème d'existence commune. Il ne fallait pas laisser les intérêts politiques faire table rase de la somme d'expérience et de sagesse humaines que la façon dont on avait fait face à certains conflits avaient permis d'acquérir.

## **Deuxième séance plénière**

### **La société civile en état de siège**

33. Les exposés présentés à cette séance plénière ont été axés sur les points suivants : le militantisme de base dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem; les modalités et contraintes; la fourniture de secours d'urgence et d'aide humanitaire; et la coordination et la coopération sur le terrain.

34. **Thomas Neu**, Président de l'Association des organismes internationaux pour le développement (AIDA) et représentant au Moyen-Orient de l'American Near East Refugee Aid (ANERA), a donné quelques exemples des obstacles auxquels se heurtaient les organisations non gouvernementales dans leurs activités quotidiennes. Les camions transportant des denrées alimentaires, les camions-citernes transportant de l'eau, voire les ambulances, étaient refoulés à de nombreux postes de contrôle; certains membres du personnel d'organisations non gouvernementales se voyaient refuser des permis; certains membres du personnel international d'ONG n'avaient pas pu obtenir de visa pour entrer en Israël ou pour travailler dans les zones palestiniennes; les organisations non gouvernementales locales et internationales n'étaient jamais sûres d'être autorisées à pénétrer dans la bande de Gaza où une bonne partie de la population palestinienne dans le besoin résidait. Dans le courant de l'année et compte tenu de l'urgence et de l'importance des problèmes d'accessibilité, un groupe d'organismes membres de l'AIDA avait pris une série de mesures sans précédent, publiant notamment un communiqué de presse conjoint, tenant une conférence de presse retransmise par la suite par CNN et la BBC, ayant des entretiens conjoints avec des diplomates étrangers ainsi que des réunions planifiées avec des responsables israéliens à Tel-Aviv. Certaines organisations non gouvernementales étaient désormais plus efficaces lorsqu'il s'agissait de démontrer que des changements étaient nécessaires. Les protestations contre le mur avaient été incessantes et celles qui avaient été élevées contre les démolitions d'habitations avaient pris davantage d'ampleur. Le Réseau d'ONG palestiniennes et d'autres ONG locales avaient demandé qu'il soit mis fin à la politisation forcée de l'aide au développement telle que l'obligation de signer une attestation « de non-financement du terrorisme ».

---

35. L'intervenant a rappelé son intervention de l'année précédente durant laquelle il avait donné lecture de deux paragraphes de la déclaration conjointe de l'AIDA sur l'accès aux secours qui avait été publiée le 4 juillet 2002. Depuis, la situation n'avait guère changé, et le même appel pouvait être lancé aujourd'hui. La question qui se posait inévitablement était celle de savoir les organisations non gouvernementales pouvaient être d'une façon ou d'une autre plus efficaces et s'organiser différemment. La société civile s'intéressait essentiellement aux gens ordinaires et à leur vie quotidienne. Malheureusement, c'était cette fraction de la population qui se trouvait le plus « en état de siège ». Les agriculteurs de Jayyous ne pouvaient désormais plus se rendre à pied jusqu'à leurs champs, et il leur fallait emprunter de très nombreux détours pour venir jusqu'à ces terres dont l'accès était contrôlé par des soldats; les Arabes de Cisjordanie mariés à des Arabes israéliens se voyaient maintenant interdire de vivre avec leurs conjoints en Israël. En Cisjordanie, les gestes les plus élémentaires de la vie quotidienne dépendaient encore du bon vouloir de soldats adolescents.

36. **Cindy Corrie**, membre de la Peace and Justice Studies Association [Olympia (État de Washington, États-Unis)], a rappelé la déclaration faite à l'issue de la conférence de l'année précédente selon laquelle les militants non violents d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile du monde entier s'étaient mobilisés, en prenant d'extraordinaires risques personnels, pour offrir une protection humaine aux Palestiniens confrontés à l'occupation militaire, et elle s'est félicitée des efforts de ces courageux militants. La présence de ces derniers était d'autant plus nécessaire qu'ils étaient les seuls à s'interposer entre des civils sans défense et de puissantes machines militaires, interpellant ainsi la communauté internationale qui avait été incapable d'offrir aux civils palestiniens vivant sous l'occupation une réelle protection, comme stipulée par la quatrième Convention de Genève.

37. La fille de l'intervenante, Rachel Corrie, était au nombre des courageux militants qui avaient quitté la sécurité de leurs pays et de leurs foyers pour se rendre dans le territoire palestinien occupé. Rachel avait pris contact avec le Mouvement de solidarité international (ISM), groupe de militants internationaux dirigé par des Palestiniens, qui avait recours à des méthodes et à des stratégies non violentes pour faire face à l'occupation israélienne. Le 16 mars 2003, Rachel, qui était âgée de 23 ans, était morte écrasée par un bulldozer israélien alors qu'elle tentait d'empêcher la démolition d'une maison palestinienne à Rafah. Le 5 avril, un autre ressortissant américain de 24 ans, Brian Avery, avait été blessé par balle au visage à Djénine et le 11 avril, Tom Hurndall, ressortissant du Royaume-Uni, avait reçu une balle dans la tête. Ces jeunes gens venaient s'ajouter à la liste de tous ceux qui étaient morts ou avaient été grièvement blessés alors qu'ils prêtaient assistance à la population palestinienne. Les militaires israéliens avaient refusé d'assumer la responsabilité de ces crimes comme ils l'avaient fait pour bon nombre d'assassinats de civils désarmés dans le territoire palestinien occupé. Mme Corrie a souligné que sa fille avait trouvé la mort alors qu'elle protestait contre des actions militaires israéliennes auxquelles son propre pays prétendait s'opposer sans toutefois rien faire pour y mettre fin. En finançant l'armée israélienne, les États-Unis avaient de fait contribué à ces actions.

38. Depuis la mort de Rachel, Mme Corrie avait pu s'entretenir avec d'autres volontaires de l'ISM venant des États-Unis et d'autres pays. Ces volontaires étaient aussi bien jeunes qu'âgés ou d'âge moyen – on y trouvait aussi bien des étudiants

---

que des retraités, des enseignants, des comptables, des juristes, des mères, des pères, des grands-pères, des grands-mères, des chrétiens, des juifs, des musulmans ou des adeptes d'autres religions. S'ils s'étaient rendus dans les territoires occupés c'était parce qu'en 2001, les États-Unis et Israël s'étaient opposés à l'adoption d'une résolution de l'ONU demandant le déploiement d'observateurs internationaux des droits de l'homme. L'intervenante a achevé son exposé en citant Robert F. Kennedy, qui avait parlé du pouvoir qu'avaient des personnes comme Rachel, Brian et Tom de créer quelque chose qui les dépassait, et en affirmant que c'était à partir d'innombrables actes de courage et de conviction que l'histoire humaine avait été façonnée. Chaque fois qu'un être humain se dressait pour défendre un idéal, améliorer le sort d'autrui ou lutter contre l'injustice, il émettait une minuscule onde d'espoir. Ces ondes, qui émanaient d'un million de centres d'énergie et d'audace différents, pouvaient en se recoupant créer un courant capable de balayer les murs d'oppressions et les résistances les plus formidables.

39. **Allam Jarrar**, membre du Comité directeur du Réseau d'ONG palestiniennes, a décrit les nombreuses difficultés auxquelles faisaient face les Palestiniens depuis le début de l'Intifada en septembre 2000 lorsque, après sept années de négociations longues et infructueuses, les Palestiniens avaient tenté de réagir face à une situation injuste. L'intervenant a cerné deux des causes principales de la présente Intifada : premièrement, Israël s'était servi de la période intérimaire pour créer sur le terrain de nouveaux faits politiques qui dicteraient la solution politique finale; et deuxièmement, le processus d'Oslo n'avait pas contribué à la création d'un climat politique propice à la mise en oeuvre des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. Bien au contraire, il avait créé une situation très frustrante où l'intégrité territoriale palestinienne avait été fortement mise à mal, conduisant à la création de bantoustans où les zones palestiniennes avaient été divisées en zones A, B et C. Le Gouvernement de M. Sharon avait pris pour prétexte les événements tragiques du 11 septembre pour lancer une offensive stratégique massive contre les Palestiniens en vue de faire apparaître la juste lutte de ce peuple comme du terrorisme, sa résistance comme des actes de terrorisme et d'empêcher par tous les moyens la création d'un État palestinien viable.

40. M. Jarrar a décrit la situation sur le terrain, les violations quotidiennes des droits humains des civils palestiniens, notamment les actes visant à avilir et à humilier ces derniers, par le biais de sièges, de bouclages et de couvre-feux imposés dans toute la Cisjordanie et l'ensemble de la bande de Gaza. La pauvreté avait atteint des niveaux sans précédent. Près des deux tiers de la population vivait en deçà du seuil de pauvreté et le revenu par habitant était de 2 dollars par jour. Bien qu'il y eût sur le terrain 900 organisations non gouvernementales palestiniennes offrant des services à la population palestinienne, qui venaient s'ajouter aux milliers d'organismes internationaux prestataires de services humanitaires, une bonne partie de la population dans le besoin ne pouvaient pas avoir accès à ces prestations en raison des restrictions qui empêchaient la libre circulation des biens et des personnes, non seulement entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, et entre la Cisjordanie et Jérusalem, mais aussi entre les villages de Cisjordanie et entre ceux de la bande de Gaza. La construction du mur avait marqué la fin de tout espoir de créer un État palestinien viable. En outre, l'armée israélienne avait envahi Gaza, Djénine, Naplouse et Hébron. Le processus politique était maintenant au point mort, et la faute en revenait à Israël.

---

41. M. Jarrar a conclu en déclarant que l'intervention directe, active et immédiate de la communauté internationale était le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle qui constituait une véritable catastrophe humanitaire. L'Organisation des Nations Unies avait, à l'instar des autres membres du Quatuor, la responsabilité de faire respecter la légitimité internationale. Il a proposé aux organisations non gouvernementales et aux organisations de la société civile de mettre en oeuvre les stratégies suivantes : mobilisation de forces en vue de mettre fin à l'occupation; dans un avenir plus immédiat, mobiliser des forces en vue d'arrêter la construction du mur; poursuivre les efforts menés à la base en vue d'assurer une protection internationale aux Palestiniens, tels que les efforts du Mouvement international de solidarité qui devraient être intensifiés et soutenus; appuyer les efforts des organisations non gouvernementales palestiniennes qui fournissaient des services humanitaires; encourager les efforts des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales internationales; renforcer les travaux de groupes de solidarité tels que le Comité de coordination d'ONG européennes sur la question de Palestine et certaines structures nationales, afin de soutenir le mouvement pacifiste israélien et de développer les relations entre ce mouvement et les organisations de la société civile dans le territoire palestinien occupé.

42. **Avia Pasternak**, représentante de Ta'ayush, organisation israélienne sise à Tel Aviv qui milite pour la paix entre Juifs et Arabes, a décrit la lutte du camp de la paix en Israël. Le but principal de son organisation était d'aider les Palestiniens à garder leur terre, de leur exprimer la solidarité des Israéliens et de faire savoir au public israélien que le but principal du Gouvernement Sharon était de détruire l'infrastructure qui était à la base de l'existence même des Palestiniens. Le Gouvernement israélien se livrait à un harcèlement constant de la population palestinienne, imposait des couvre-feux et des bouclages, érigeait des barrages routiers et des obstacles qui entravaient le bon déroulement des travaux agricoles et supprimaient chaque jour des moyens de subsistance, créant ainsi des conditions de vie insupportables et provoquant un « transfert rampant », c'est-à-dire le départ de Palestiniens, en pénétrant plus avant en Cisjordanie et en facilitant l'annexion de terres par des colons plus proches de la Ligne verte. L'organisation Ta'ayush s'était attaquée aux problèmes des inégalités économiques au sein de la société israélienne et avait tenté d'expliquer au public israélien les rapports étroits qu'il pouvait y avoir entre la poursuite de l'occupation et l'exploitation des couches les plus vulnérables de cette société. L'organisation avait également envoyé dans le territoire palestinien occupé des convois de solidarité acheminant des denrées alimentaires et des fournitures médicales et avait tissé des liens avec les Palestiniens. Ta'ayush n'était pas une organisation humanitaire dans la mesure où elle estimait que l'assistance humanitaire facilitait l'occupation israélienne; elle visait plutôt à proposer des types de relations différents entre Israéliens et Palestiniens.

43. En dépit de la bonne volonté dont la base de militants des deux camps avait fait montre durant les six derniers mois, Ta'ayush s'était heurtée à une résistance accrue du Gouvernement israélien qui lui avait interdit l'accès aux villes et villages palestiniens. Ce gouvernement avait fermé la zone aux militants politiques, empêchant ainsi la mise sur pied d'opérations d'envergure autres que l'acheminement de convois humanitaires, ce qui avait suscité un sentiment de frustration. L'idée d'établir des liens à la base entre Israéliens et Palestiniens semblait effrayer le Gouvernement israélien. L'intervenante a estimé que la société civile n'était pas suffisamment forte et avait besoin d'un appui politique et de



---

l'intervention de la communauté internationale. Au niveau international, elle s'est déclarée favorable à un boycottage des sociétés internationales ayant des installations de production dans les colonies de peuplement. La communauté internationale devait être davantage présente dans les médias israéliens, le public israélien étant soit ignorant des actions menées par Israël dans le territoire palestinien occupé, soit indifférent à ces actes. Mme Pasternak a ajouté que, même s'il n'en avait pas conscience, le public israélien souffrait lui aussi de l'occupation dans la mesure où celle-ci avait pour conséquence directe la dégradation de la situation économique en Israël.

44. **Ahmed Bouzid**, fondateur de Palestine Media Watch, a rappelé certaines des « bavures journalistiques » majeures ayant conduit à une mauvaise information du public ou à la diffusion d'informations partiales : CNN avait diffusé une émission spéciale en cinq parties axées sur le lourd tribut que la société israélienne avait payé à la violence et créé un site Web à la mémoire des victimes israéliennes ayant péri depuis le 1er janvier 2002. La chaîne américaine avait rejeté une pétition que lui avaient adressée 79 organisations pour lui demander de diffuser une émission analogue consacrée aux victimes palestiniennes et de créer un site Web à la mémoire de ces dernières. En dépit de toutes les agressions israéliennes de ces deux dernières années, la « liste d'attaques israéliennes » qu'avait établie l'Associated Press ne comptabilisait que cinq incidents responsables de 48 décès, 2 % seulement du nombre total de Palestiniens tués durant la même période. Aucun journal n'avait publié de carte décrivant la soit-disant offre généreuse faite à Camp David par l'ancien Premier Ministre israélien Ehoud Barak. Dans presque tous les articles faisant mention des propositions Barak, le chiffre de 95 % était avancé pour caractériser lesdites propositions, donnant ainsi l'impression que les Palestiniens avaient fait la fine bouche à propos des 5 % restants alors qu'en fait l'affaire était beaucoup plus complexe.

45. M. Bouzid a aussi critiqué le fait que les médias s'en remettaient trop souvent à des sources officielles, exprimant le point de vue des responsables gouvernementaux, faisant une moindre place aux organisations ou organismes internationaux de protection des droits de l'homme. En outre, les médias américains étaient terrifiés à l'idée d'être accusés de « partialité » envers les Palestiniens. Ils craignaient, en rendant compte de toutes les agressions dont avaient été victimes ces derniers, d'apparaître comme résolument anti-israéliens ou antisémites. L'idée de base était qu'Israël agissait essentiellement pour s'acquitter d'une tâche complexe, à savoir assurer sa sécurité. Il était rare que la thèse opposée, à savoir qu'Israël se livrait à une guerre coloniale d'expansion et de domination, soit véritablement prise en considération. Les attentats-suicide à la bombe se produisaient en moyenne à quelques semaines d'intervalles (bien que durant une période de deux semaines en mars 2002, cet intervalle n'ait été que de quelques jours), tandis que les assassinats de civils palestiniens étaient pour ainsi dire quotidiens. Cette fréquence les rendait d'autant moins importants aux yeux des médias que les journalistes se trouvaient rarement sur le terrain pour rendre compte de leurs séquelles, alors que les auteurs d'attentats-suicide à la bombe faisaient presque toujours la une.

---

## Troisième séance plénière

### **La communauté internationale, la société civile et le processus politique visant à mettre fin à l'occupation**

46. D'après M. Naim Ashhab, membre du Joint Action Group for Israeli-Palestinian Peace (Groupe d'action conjointe pour la paix israélo-palestinienne), les activités conjointes palestino-israéliennes, bien qu'encore limitées, avaient créé des liens de confiance mutuelle. Il y avait aussi l'afflux constant de volontaires internationaux qui se poursuivait en dépit de toutes les restrictions, obstructions, expulsions, agressions et arrestations dont ces volontaires étaient victimes de la part des autorités israéliennes. Ces initiatives s'étaient accompagnées, notamment durant les trois dernières années, de la publication de déclarations et d'appels conjoints émanant d'organisations non gouvernementales israéliennes et palestiniennes. Le 30 juin 2003, une conférence israélo-palestinienne s'était tenue à Ramallah, en présence de 300 participants des deux camps, pour déboucher sur la création du premier mouvement israélo-palestinien militant conjointement pour une paix juste.

47. La société civile palestinienne était convaincue que l'objectif de la Feuille de route n'était pas de régler véritablement le conflit et de créer un État palestinien indépendant en 2005, mais plutôt de concrétiser la volonté qu'avaient les Américains d'instaurer un calme relatif propice à la réalisation, dans la région, d'autres objectifs sans rapport avec le règlement de ce différend. Les autorités israéliennes soutenaient, par leurs actions et par leurs déclarations, que le conflit ne pouvait être réglé que par la force. Or, la violence était elle-même source de violence, et l'extrémisme d'un camp encourageant celui de l'autre camp. Les perdants étaient les simples citoyens : 60 % de la population palestinienne dépendait d'une assistance, pour sa survie, et 22 % de la population israélienne ne trouvait pas suffisamment à se nourrir comme l'avait indiqué un rapport publié récemment par le Ministère israélien de la santé. Tant que l'ONU n'assumerait pas ses responsabilités et ne remédierait pas à cette situation explosive, le conflit palestino-israélien continuerait de s'exacerber pour atteindre des dimensions imprévisibles. M. Ashhab estimait que, bien que le camp américain eût au départ transformé la Feuille de route en une initiative internationale appelée « Quatuor » après l'invasion de l'Iraq, il en avait depuis repris la possession et la supervision exclusives. Il avait en tout état de cause accepté les réserves qu'avait formulées Israël au sujet de la Feuille de route, réserves qui réduisaient pratiquement à néant le sens véritable de ce document. C'était la partie américaine à elle seule qui avait présenté la Feuille de route au Gouvernement israélien. En outre, les États-Unis avaient organisé deux réunions au sommet à Charm El Cheikh et à Aqaba en l'absence des autres membres du Quatuor. Lors du sommet d'Aqaba qui avait rassemblé les Premiers Ministres israélien et palestinien, le Président Bush avait déclaré que son pays considérait Israël davantage comme un État juif que comme l'État de ses citoyens, laissant ainsi entendre que les Américains avaient renoncé au retour des réfugiés palestiniens.

48. Après le cessez-le-feu du 29 juin 2003, les États-Unis avaient concentré leurs pressions sur les dirigeants palestiniens. Entre-temps, Israël avait continué de maintenir le siège qui étouffait la vie des Palestiniens, poursuivi la construction de colonies de peuplement et du mur, et réduit à néant les mesures destinées à renforcer la confiance qui constituaient la première phase de la mise en oeuvre de la Feuille de route. En outre, il avait poursuivi sa politique d'exécutions sommaires et d'invasion,

---

utilisée comme moyen de provoquer les Palestiniens et de les inciter à la vengeance. Le sort de la Feuille de route ne serait pas meilleur que celui de ses prédécesseurs, à savoir les plans Tenet, Mitchell et Zini. L'intervenant a conclu en formulant les propositions suivantes : le Quatuor pourrait superviser, dans le cadre d'une équipe conjointe, les différentes phases de la mise en oeuvre de la Feuille de route; la société civile internationale pourrait renforcer et développer sa solidarité, et des forces internationales devraient être déployées au plus vite, et sous les auspices du Quatuor afin de garantir la cessation réelle des violences opposant les deux camps, en attendant que l'on aboutisse à un règlement final et permanent conforme aux résolutions internationales. Le conflit était de caractère international, et des forces internationales avaient déjà été déployées avec succès dans d'autres régions du monde.

49. **Lev Grinberg**, professeur à l'Université Ben-Gourion, dans le Néguev, a dit que faute d'une société civile organisée structurée et suffisamment forte pour agir, l'espace public était occupé par la société militaire. Or, l'occupation militaire et la résistance violente opposée par les Palestiniens rendaient très difficile l'édification d'une société civile judéo-palestinienne efficace et ayant les moyens d'agir. La liberté, non seulement la liberté de pensée et de parole, mais aussi la liberté d'organisation était une condition préalable à l'émergence d'une société civile forte. Toutefois, en raison de l'occupation militaire, cette société n'était pas en mesure de prévenir la violence. L'intervenant a souligné que certains Palestiniens avaient réagi à la violente répression israélienne en tuant des civils israéliens innocents lors d'attentats-suicide à la bombe. Il s'agissait d'une réaction et non pas d'une stratégie. Les deux camps s'étaient laissé enfermer dans un cercle vicieux dont ils ne pourraient échapper sans une aide internationale. Le Gouvernement israélien, avec la complicité active de l'Administration américaine, était parvenu à réduire le conflit à un problème de sécurité et de terreur, en occultant le problème de l'occupation et de la résistance. Les Palestiniens n'avaient pas su élaborer de stratégie de résistance efficace. Lorsque la résistance palestinienne avait recours à la violence, les citoyens israéliens se sentaient menacés et apportaient leur soutien au maintien de l'occupation. M. Grinberg a souligné que le problème essentiel n'était pas un problème de sécurité, mais tenait plutôt aux relations de pouvoir inégales qui existaient entre les Israéliens et les Palestiniens et à l'emprise qu'exerçait la société militaire sur la société civile. Le subterfuge consistait à présenter le problème comme étant un problème d'insécurité, en le dissociant du problème fondamental qui était celui de l'occupation. Le Gouvernement israélien avait le droit de maintenir l'occupation si l'autorité palestinienne n'aidait pas à protéger la sécurité des citoyens israéliens. En outre, même si les Palestiniens assuraient la sécurité, Israël pouvait toujours maintenir son occupation dans la mesure où il n'y avait pas d'accord complet sur d'autres questions comme les réfugiés, Jérusalem et les lieux saints.

50. Selon M. Grinberg, la cessation de l'occupation était une question qui relevait de la communauté internationale. La Feuille de route avait en quelque sorte légitimé le maintien de l'occupation tout en demandant aux Palestiniens de se doter d'institutions démocratiques efficaces et transparentes, condition préalable à l'indépendance. Il a fait observer à ce propos qu'il n'avait jamais auparavant entendu parler de condition préalable à l'accès à l'indépendance et à la souveraineté, ni vu d'institutions démocratiques fonctionner efficacement et de manière transparente sous occupation militaire. Si la Feuille de route n'avait pas produit de

---

résultats, c'était parce qu'elle avait créé une situation impossible. Ce n'était pas par hasard que les partis israéliens les plus extrémistes étaient restés membres de la coalition gouvernementale actuelle après l'adoption de ce document. Ils avaient compris qu'il n'y avait aucune chance de parvenir à la deuxième phase. La première phase avait été conçue pour mettre fin à la violence, mais avait négligé de tenir compte d'un élément essentiel : l'occupation était elle-même un acte de violence.

51. L'orateur estimait que, pour qu'il y ait un cessez-le-feu, la participation active de forces de maintien de la paix des Nations Unies était nécessaire si l'on voulait séparer les forces d'occupation israélienne (armée israélienne et colons) et la population palestinienne. Ce n'est que lorsque les Palestiniens se sentiraient protégés des humiliations et des assassinats quotidiens, et libres de leurs mouvements, qu'ils pourraient trouver dans la société civile l'appui important dont ils avaient besoin pour contenir les extrémistes. Les forces de maintien de la paix des Nations Unies devaient avoir des effectifs suffisants pour être efficaces. Il fallait que les Palestiniens proclament une trêve nouvelle de plus longue durée, qu'Israël se retire des zones qu'ils occupait depuis septembre 2000 et que l'ONU déploie ses forces de maintien de la paix dans les zones palestiniennes jusqu'à la levée de l'occupation. Il fallait que ces trois mesures soient prises simultanément et sans condition, dans un délai de deux à trois semaines, et soient coordonnées par les forces des Nations Unies. Il fallait que la fin de l'occupation débouche sur l'instauration d'une trêve permanente faisant suite au démantèlement des colonies de peuplement et au redéploiement de l'armée israélienne, ainsi que sur la création d'un État palestinien. Ce n'était qu'après cela que les parties pourraient engager des négociations sur les questions liées à 1948 (frontières reconnues, réfugiés, Jérusalem, lieux saints, droits de la minorité palestinienne d'Israël, etc.).

52. **Mary Rose Oakar**, Présidente de l'American-Arab Anti-Discrimination Committee (ADC), à Washington, a déclaré que même si la Feuille de route était un document imparfait, il pouvait, si toutes ses dispositions étaient appliquées, donner la base de négociations susceptibles de mettre fin au conflit israélo-palestinien. Israël n'avait pas accepté les responsabilités principales qui lui incombait en vertu de la première phase de ce document. Le subterfuge consistant à procéder au soi-disant « démantèlement » de trois avant-postes de colonisation désertés ne pouvait dissimuler le fait que ces avant-postes étaient plus nombreux maintenant qu'avant. À cela venait s'ajouter l'insistance que mettait Israël à construire un mur géant qui, une fois les trois phases de construction achevées, enfermerait la majorité de la population palestinienne de Cisjordanie dans un immense ghetto cerné de toutes parts par l'armée israélienne. Ce mur, s'il était achevé, rendrait impossibles, sur le plan pratique, la mise en oeuvre de la Feuille de route ainsi que la création des deux États envisagés par le Président Bush. Il ne pouvait pas y avoir, sur le plan aussi bien matériel que pratique, d'État palestinien viable et indépendant tant qu'une énorme barrière en béton armé encerclerait la majorité de la population dans la partie centrale de la Cisjordanie. Le Gouvernement américain n'avait jamais véritablement reconnu que ce mur marquait de fait l'échec de la Feuille de route et du projet du Président Bush. Certes, le geste symbolique qui avait consisté à priver Israël de garanties de prêts d'un montant équivalent à celui des dépenses qu'avait entraînée la construction du mur dénotait un certain agacement, mais il n'exprimait aucune volonté de mettre fin aux travaux de construction. Aucune pression importante digne de ce nom n'avait été exercée sur le Gouvernement israélien. Israël

---

avait été autorisé à assortir son acceptation de la Feuille de route de plus d'une douzaine de « réserves », qui équivalaient à un refus pur et simple.

53. L'Administration Bush devait se montrer plus résolue face à certaines fractions de l'opinion publique interne, notamment certaines grandes organisations juives, la droite évangélique chrétienne, les néoconservateurs et certains « progressistes » puissants, qui prônaient tous un soutien aveugle à Israël et étaient opposés à la Feuille de route dans la mesure où celle-ci supposait des concessions de la part du Gouvernement israélien. Ces groupes partisans et ces personnalités influentes ne représentaient pas plus la majorité de l'opinion publique israélienne que celle des Juifs américains. Les Israéliens comme les Palestiniens et les Américains avaient tout intérêt, pour assurer leur sécurité, à appuyer la solution des deux États en tant que moyen de mettre fin au conflit. Fort heureusement, il existait d'autres organisations juives, arabes et interconfessionnelles qui avaient la capacité d'être objectives et de faire entendre leur voix. Mais c'était à la société civile qu'il revenait de s'attaquer aux intérêts puissants favorables à l'occupation et à la guerre, et à fournir à ceux qui, au sein de l'Administration, souhaitaient jouer un rôle plus constructif dans le processus, des éléments d'information, des arguments et un appui politique. L'ADC comptait agir en ce sens en exerçant des pressions sur le Congrès et sur l'Administration en militant à la base par le biais des 60 antennes qu'elle possédait dans le pays, en enrôlant les médias dans son action et en oeuvrant de concert avec de vastes coalitions, en faveur de la paix et de la justice au Moyen-Orient. L'opinion publique américaine, qui dans son immense majorité, était favorable à la levée de l'occupation et à la création d'un État palestinien, devait être reflétée au niveau des politiques adoptées par les pouvoirs publics. Sans mobilisation politique responsable et dynamique en faveur de la paix dans leurs trois sociétés respectives, les dirigeants palestiniens, israéliens et américains risquaient de ne pas pouvoir trouver l'espace et l'appui politiques dont ils avaient besoin pour affronter comme il se devait ceux qui étaient partisans de la guerre et voulaient voir les violences se poursuivre indéfiniment dans le vain espoir de remporter un jour une victoire militaire décisive.

54. Selon **Jeff Halper**, Coordonnateur de l'Israeli Committee against House Demolitions (Comité israélien contre la démolition d'habitations) (ICADH), la communauté internationale n'étant pas disposée à forcer Israël à se retirer du territoire occupé et, en particulier, le Congrès des États-Unis refusant d'exercer une véritable pression sur le Gouvernement israélien, Israël était sur le point de devenir le prochain État à pratiquer l'apartheid. Il a fait observer que la Feuille de route avait un objectif, à savoir la création d'un État palestinien viable, contrairement aux négociations des Accords d'Oslo, dont l'objectif était vague et changeant. Mais ce qui manquait, c'était la volonté d'appliquer effectivement la Feuille de route. La Fédération de Russie et l'ONU n'avaient jamais participé au processus, et l'Europe avait passé toute la responsabilité aux États-Unis. Le Président Bush a annoncé à Aqaba que les États-Unis assumeraient de nouveau le rôle de seul médiateur. Entre l'espoir d'autodétermination des Palestiniens et un État contrôlé de facto par Israël après une campagne menée pendant 30 ans pour créer « une situation de fait sur le terrain », il n'y avait plus que la Feuille de route, dernier espoir (en train de s'éteindre) de voir s'instaurer la solution des deux États. Israël était entré dans la dernière phase d'incorporation totale et définitive de la Cisjordanie à l'intérieur d'Israël même, de transformation d'une occupation temporaire en un état d'apartheid permanent. Les colonies israéliennes regroupées occupaient une vaste

---

superficie, leur incorporation dans Israël même grâce à un système massif d'autoroutes et de routes de contournement était totale. Le mur de séparation cantonnait matériellement les Palestiniens dans de minuscules enclaves, ce qui rendait toute véritable solution comportant deux États impossible. Avec un état d'apartheid de facto, Israël serait libre de poursuivre son processus d'incorporation, les États-Unis entreraient dans une longue période électorale au cours de laquelle Israël ne subirait absolument aucune pression, et une ou deux années s'écouleraient encore avant que la prochaine initiative ne soit formulée. D'ici là, l'illusion même qu'un État palestinien viable soit réalisable serait définitivement dissipée. Par ses propres mains, Israël aurait empêché la naissance d'un État palestinien viable et créerait un État unique. Le grand danger auquel devaient faire face les Palestiniens était la situation floue où l'on aurait une Feuille de route qui n'existerait plus que sur le papier sans être pour autant enterrée et la version de M. Sharon d'un État palestinien, un bantoustan morcelé n'ayant aucun contrôle sur ses frontières, aucune liberté de mouvement, aucune viabilité économique, aucun accès à ses ressources en eau, aucune présence digne de ce nom à Jérusalem, aucune souveraineté véritable; cette solution donnerait à Israël 90 % du territoire, pendant que les États-Unis feraient croire à l'existence d'un État palestinien viable, qui serait le résultat positif de la Feuille de route.

55. M. Halper a présenté la possibilité de la création d'un seul État en Palestine-Israël, offrant des droits de citoyenneté égaux pour tous et fondé sur le principe « À chacun(e) une voix », où les Juifs seraient en minorité. Cela permettrait de lancer un appel commun à la mobilisation en faveur d'une campagne internationale qui devrait atteindre l'ampleur et l'efficacité de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, ce qui en faciliterait considérablement l'organisation. Entre-temps, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale devaient continuer de s'opposer à l'occupation sous toutes ses manifestations. Il a proposé quelques mesures intermédiaires, par exemple un protectorat international sur les zones palestiniennes, afin de geler le processus israélien en cours, à savoir l'incorporation, tout en assurant la protection de la population civile. Le message central devait être que l'apartheid et l'occupation constituaient des défis fondamentaux dans un monde régi par le droit et les droits de l'homme.

56. **Naomi Braine**, membre de l'organisation Jews against the Occupation (Juifs opposés à l'occupation), a fait observer que son organisation, fondée en octobre 2000, oeuvrait à l'éducation communautaire et à la visibilité par le biais de manifestations et d'autres formes d'action directe; les objectifs étaient en particulier l'opposition à l'aide apportée à Israël par les États-Unis, la cessation de l'occupation israélienne et l'appui au droit des Palestiniens de revenir chez eux. L'implication des États-Unis en Israël et dans le territoire palestinien occupé était une question intérieure comportant plusieurs volets. Tout d'abord, on amalgamait ici le lobby juif et la guerre contre le terrorisme, ce qui encourageait les Américains à s'identifier avec Israël en considérant ce dernier comme un autre pays euro-américain et, depuis le 11 septembre, considérant les citoyens américains et israéliens comme les «victimes» des terroristes islamiques/arabes. Il existait un autre aspect, moins flagrant, de l'appui américain à Israël, celle des fondamentalistes chrétiens aux États-Unis, qui étaient convaincus que la création d'un État juif dans le territoire historique de Palestine était le signe annonciateur du retour prochain de leur messie, après une période de guerre apocalyptique. L'actuel Gouvernement américain avait des liens solides avec cette branche du christianisme. À un niveau plus matériel, il

---

existait aux États-Unis une importante industrie d'armements, qui tirait des profits considérables de l'aide apportée à Israël. Un montant substantiel du budget d'aide annuel des États-Unis ne quittait jamais le sol américain : il allait directement à des sociétés américaines, en particulier les fabricants d'armes, qui expédiaient ensuite leurs produits en Israël. Cela créait un puissant groupe d'intérêt industriel dans la politique étrangère américaine et l'aide militaire à Israël, même abstraction faite des intérêts des sociétés pétrolières au Moyen-Orient.

57. De l'avis de Mme Braine, les groupes d'intérêt plus occultes – fabricants d'armes, coopération militaire et sionistes chrétiens – étaient bien plus puissants que le lobby juif, mais ces forces n'apparaissaient pas au grand jour dans le débat sur l'aide américaine à Israël. Il serait bien plus difficile de faire accepter la politique américaine au Moyen-Orient en se réclamant des intérêts des sociétés et du christianisme apocalyptique. Il était nettement plus aisé de parler du pouvoir du lobby juif et de l'appui américain à la sécurité israélienne. Il existait certains comités d'action politique très visibles et très actifs préconisant, au nom des Juifs, une alliance étroite entre les États-Unis et Israël. D'autre part, certains membres juifs haut placés dans l'administration actuelle avaient des liens de longue date avec des groupes de réflexion d'extrême droite et des rapports étroits avec les cadres militaires et sécuritaires israéliens. En fait, l'opinion publique juive était beaucoup plus diversifiée que les convictions exprimées par ces organisations et ces particuliers. D'après Mme Braine, les organisations et les activistes juifs avaient joué un rôle majeur dans le mouvement de solidarité américain avec les Palestiniens. Il était crucial d'avoir une voix juive qui se fasse entendre et soit clairement identifiée au sein des grandes coalitions opposées à l'occupation. Cela perturbait le concept selon lequel « Juifs » et « sionisme » allaient nécessairement de pair, favorisé tant par les institutions juives que par la culture politique américaine plus large. Dans le même temps, il était vital d'insister pour que l'appui apporté par les États-Unis à Israël, en particulier l'aide étrangère financée par le contribuable, ne soit pas en fait une question juive; c'était une question dont tous les Américains ayant une conscience devaient se préoccuper. Les coalitions qui comprenaient ostensiblement des Juifs et des Palestiniens étaient particulièrement importantes pour remettre en question la politique américaine.

58. Selon **Mme Phyllis Bennis**, chargée de recherche à l'Institut d'études politiques de Washington, bien que dans la pratique il faille faire une croix sur la Feuille de route, il importait au plus haut point de comprendre pourquoi elle avait échoué et, au-delà, pourquoi Israël avait refusé de l'appliquer. L'absence de volonté politique était manifestement la clef, mais en termes plus larges, ce n'était pas une proposition viable susceptible d'amener une paix juste. La Feuille de route présentait quelques avantages importants par rapport aux précédentes initiatives de paix parrainées par les États-Unis. Ce qui importait le plus était de reconnaître que l'objectif était de mettre fin à l'occupation. Toutefois, on avait omis de mentionner nommément la cessation de l'occupation, ce qui avait permis à Israël d'inclure dans les 14 réserves l'idée que mettre fin à l'occupation devait être enlevée de l'ordre du jour et que l'objectif devait plutôt être de mettre fin au conflit. Les raisons de l'échec de la Feuille de route se trouvaient dans trois domaines : les questions concernant le statut final, comme cela a été le cas à Oslo, avaient été divisées en étapes, les questions critiques des frontières, des réfugiés, de Jérusalem et des colons étant reléguées à la dernière étape. Cette démarche n'avait pas abouti à Oslo et n'avait pas abouti cette fois-ci non plus. Un autre problème était que l'on avait

---

déterminé de façon étroite les résolutions de l'ONU qui devaient être appliquées : on ne mentionnait que les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 1397 (2002) du Conseil de sécurité; d'autres résolutions de l'ONU, en particulier la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, relative à la question des réfugiés et au droit au retour et à l'indemnisation, avaient été laissées de côté. Selon Mme Bennis, le Quatuor n'était pas un quatuor, mais un solo. L'ONU, la Fédération de Russie et l'Union européenne avaient été amenées à bord pour donner une couverture politique à une politique américaine et à un processus dirigé par les États-Unis. Le Président Bush a pu annoncer le 14 mars 2003 son engagement personnel en faveur de la Feuille de route, court-circuitant ainsi le Quatuor. L'équipe internationale d'observation, qui devait aussi contrôler le respect des dispositions, était composée de membres de la CIA et du Pentagone et dirigée par un haut fonctionnaire de l'administration américaine. Les autres membres du Quatuor n'avaient même pas été invités au sommet d'Aqaba en juin 2003.

59. Mme Bennis a fait observer que dans la Feuille de route il n'avait pas été tenu compte de la société civile dans son ensemble, pas plus que de l'ONU, tout comme cela avait été le cas lors des précédentes initiatives de paix. C'était ce partenariat potentiel entre ces deux secteurs de l'opinion publique que l'on avait laissés de côté – la société civile et l'organisation multilatérale internationale qu'est l'ONU – qu'il fallait instaurer. Ce partenariat s'affirmait à présent pour mettre en question le fait que le processus soit dominé par les Américains, et exiger une nouvelle initiative qui serait dirigée non par Washington mais par l'ONU elle-même. Il n'y avait pas besoin d'une nouvelle feuille de route. La Convention de Genève et les résolutions pertinentes de l'ONU suffisaient. Selon Mme Bennis, il convenait de lancer une campagne publique exigeant que l'ONU se voie accorder un rôle central, et considérant le mur comme illustrant concrètement l'occupation. Le mur représentait une violation de la quatrième Convention de Genève, qu'Israël avait signée. De même, la société civile devait lancer une campagne pour exiger de l'ONU qu'elle assume la responsabilité de la protection internationale. Les États-Unis usaient régulièrement de leur droit de veto au Conseil de sécurité. On pouvait transférer la question du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, où les États-Unis ne disposent pas du droit de veto. Il y avait eu un exemple extraordinaire, une période entre 2002 et 2003 au cours de laquelle, pendant huit mois et demi, l'ONU avait résisté à la pression américaine pour défendre sa propre Charte – aux termes de laquelle l'Organisation a pour mission de préserver l'humanité du fléau de la guerre – ce qui a rendu le rôle de l'ONU plus de mise que jamais auparavant.

## **Quatrième séance plénière**

### **Les initiatives prises par la société civile pour mettre fin à l'occupation**

60. Les participants à cette session plénière ont concentré leurs interventions sur la mobilisation de l'opinion publique nationale et internationale, les activités de promotion sur les plans législatif et politique visant les décideurs et les politiciens, et la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien.

61. **Joshua Ruebner**, Coordonnateur des activités de promotion locales de l'US Campaign to End the Israeli Occupation, estimait que les États-Unis, en accordant à Israël un appui diplomatique, économique et militaire pratiquement illimité,



---

s'étaient rendus complices de 36 ans d'occupation militaire des terres palestiniennes en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est. Au cours de l'actuelle Intifada, les États-Unis avaient fait usage, ou menacé de faire usage, de leur droit de veto pour empêcher la communauté internationale de déployer une force de protection dans le territoire occupé. L'aide économique que les États-Unis accordaient tous les ans à Israël allait directement dans le trésor public de ce dernier, ce qui lui permettait de libérer des fonds qu'il dépensait pour construire des colonies illégales, des routes de contournement et le mur de séparation en Cisjordanie. L'aide militaire américaine à Israël avait renforcé l'occupation des terres palestiniennes en donnant à l'armée israélienne le matériel dont elle avait besoin pour exercer sa subjugation quotidienne du peuple palestinien.

62. Il existait trois groupes d'intérêts spéciaux distincts mais qui se recoupaient, qui contribuaient à l'élaboration de la politique étrangère américaine concernant le conflit israélo-palestinien : le « lobby juif », dont le représentant le plus en vue était l'American Israel Public Affairs Committee (Commission des affaires publiques américano-israéliennes), les chrétiens sionistes, et l'industrie des armements. Le conflit israélo-palestinien en particulier et l'instabilité au Moyen-Orient en général avaient créé des occasions lucratives pour l'industrie des armements. M. Ruebner a analysé le système politique américain, qui rendait l'électorat de plus en plus apathique. La non-participation des citoyens au processus de décision politique était un signe inquiétant pour la santé de la démocratie aux États-Unis et faisait comprendre aux activistes locaux combien il était difficile de faire s'engager le grand public dans le processus politique. En outre, très peu d'électeurs se souciaient suffisamment des questions de politique étrangère en général et du Moyen-Orient en particulier pour s'organiser afin de faire pression sur leurs représentants élus.

63. M. Ruebner a donné des détails sur la méthode suivie par son organisation pour amener la base des citoyens à faire pression de façon coordonnée, soutenue et efficace sur les représentants élus. Depuis ses débuts en été 2002, la coalition avait utilisé cette stratégie pour essayer de réorienter la politique américaine. Elle avait remporté quelques succès dans les circonscriptions où elle avait pu tirer parti des réseaux existants d'activistes locaux et coordonner ces réseaux avec d'autres, pour finir par rassembler suffisamment de force pour exercer une pression sérieuse sur le système politique américain. Le réseau de l'US Campaign to End the Israeli Occupation et d'autres organisations nationales partenaires avaient réussi par exemple à coordonner les « mercredis à Washington » ainsi que d'autres alertes législatives. Grâce à ce partenariat, des milliers d'activistes de tout le pays coordonnaient les efforts de diffusion du message politique de la coalition, aux fins de lancer le type de mouvement national qui finirait par gagner assez de force pour inverser la politique américaine.

64. **Gretta Duisenberg**, Présidente de l'organisation Stop the Occupation (Amsterdam), avait vu de ses propres yeux le visage quotidien de l'occupation israélienne lorsqu'elle s'était rendue à Gaza et en Cisjordanie en novembre 2002. Elle avait eu l'occasion de parler à des commerçants et à des habitants de Nazlat'Isa s'inquiétant du sort de leurs maisons et de leurs magasins qui devaient être démolis du fait de la construction du mur. En fait, le 21 août 2003, Nazlat'Isa avait été rasée et près de 100 magasins avaient été détruits par les forces militaires israéliennes pour la construction du mur. Le marché de cette localité était auparavant le centre commercial de toute la région. Le cessez-le-feu avait pris fin, en grande partie en raison de la poursuite de la politique israélienne d'assassinats ciblés et d'exécutions

---

sommaires. Cette politique avait donné aux groupes militants palestiniens un prétexte pour reprendre les actes de violence. Le châtement collectif infligé par Israël à la population palestinienne avait intensifié cette dynamique. La première phase de la Feuille de route prévoyait qu'Israël devait geler ses activités d'implantation de colonies, se retirer sur ses positions d'avant septembre 2000 et relâcher les bouclages, mais aucune de ces obligations n'avait été respectée. En outre, les Palestiniens n'avaient pas la capacité de réprimer totalement les groupes militants.

65. D'après Mme Duisenberg, un problème plus fondamental sous-tendait ces obstacles immédiats. Tout comme au processus d'Oslo, il manquait à la Feuille de route une composante Droits de l'homme, et les erreurs passées s'étaient répétées. Le résultat en avait été des violations des droits de l'homme, et le mépris de ces droits ne pouvait aboutir qu'à détruire le processus même qui devait déboucher sur le règlement du conflit. Il ne fallait pas traiter les obligations d'Israël en matière de droit humanitaire et les droits fondamentaux des Palestiniens comme s'ils étaient négociables et dépendaient du comportement des parties. Mme Duisenberg a déploré que la Fédération de Russie et l'ONU, qui faisaient partie du Quatuor, aient gardé le silence. Les États-Unis avaient maintenu leur position pro-israélienne traditionnelle, sous le couvert de la guerre contre le terrorisme, et l'Europe n'avait guère fait plus que suivre la voie tracée par les Américains. À son avis, l'Union européenne avait une occasion exceptionnelle de formuler une politique étrangère unifiée, et si nécessaire d'imposer des sanctions, par exemple suspendre le Traité d'association entre Israël et l'Union européenne.

66. L'organisation qu'elle représentait, Stop the Occupation, fondée en septembre 2002, avait débuté avec une déclaration demandant aux politiciens européens d'assumer leurs responsabilités, et à la communauté internationale d'encourager Israël à se retirer de tout le territoire palestinien occupé depuis 1967. Plusieurs personnalités, un ancien Premier Ministre, d'anciens ministres, des membres de parlements nationaux et du Parlement européen avaient signé l'appel de l'organisation, de même que, à ce jour, plus de 50 000 particuliers. En conclusion, l'intervenante a avancé quelques suggestions concernant les activités de promotion que pourrait mener la société civile. Les organisations non gouvernementales devaient élargir leur base sociale, car le conflit était dans une grande mesure une question de violation des droits de l'homme. En outre, les interventions politiques dans le contexte européen devaient exiger l'application du droit international. Les engagements pris au titre des instruments internationaux s'appliquaient également à l'accord extérieur que l'Union européenne avait signé avec Israël. C'était aux groupes de pression qu'il revenait de proposer des moyens concrets, non belliqueux, d'en promouvoir le respect.

67. **Pierre Galand**, sénateur au Parlement belge, a mis en relief les moyens de renforcer les réseaux d'ONG. Il fallait consolider ces réseaux pour exercer des pressions sur les institutions. Les ONG devaient se rendre compte qu'un important événement s'était produit, la naissance d'un mouvement vers un monde nouveau, un monde anti-guerre, et que les forces altermondialistes gagnaient du terrain dans le monde entier. Le Comité de coordination des ONG européennes sur la question de Palestine organiserait un Forum européen du 12 au 14 novembre 2003 et élaborerait une stratégie sur la façon dont les ONG pourraient engager le dialogue avec le mouvement altermondialiste. Le Comité se préparait également pour le Forum social de Bombay qui aurait lieu en janvier 2004, et pour le Forum social méditerranéen

---

prévu en mars 2004. Les groupes européens devaient s'attacher à placer la question de Palestine au coeur même de tout débat sur les relations internationales auquel participerait l'Europe. Actuellement, l'Europe souhaitait particulièrement s'orienter et s'élargir vers l'est. Bientôt 10 nouveaux États deviendraient membres de l'Union européenne. Cette nouvelle section européenne modifierait l'équilibre en Europe, les États de l'Est, de la Méditerranée et de l'Atlantique en formant la base. Actuellement, la partie méditerranéenne avait été coupée du reste. Les Européens devaient se rendre compte que la question de Palestine était aussi essentielle dans leurs propres relations. La paix au Moyen-Orient était une question d'équilibre général en Europe et de force européenne. Ce n'était pas simplement une question de militantisme, mais une question de géopolitique. En ce qui concerne la question de Palestine, l'Europe maintenait une politique d'équidistance et laissait toute la responsabilité aux États-Unis. Les ONG d'Europe faisaient pression sur leurs gouvernements pour qu'ils assument leurs responsabilités pour ce qui est des droits des Palestiniens.

68. M. Galand a donné quelques exemples d'initiatives récentes en Europe : le Comité de coordination des ONG européennes sur la question de Palestine avait invité les maires de Naplouse, de Gaza et de Toulkarem à se réunir au Parlement européen avec les maires de Turin, de Barcelone et de Marseille venus défendre leurs homologues. En décembre se tiendrait une conférence internationale de juristes qui examinerait et renforcerait les principes juridiques internationaux et les droits inaliénables du peuple palestinien. Une action avait aussi été lancée pour exiger l'arrêt de la construction du mur. Les ONG demandaient le boycottage des fruits venant d'Israël. L'intervenant a fait observer qu'au niveau méditerranéen, les armes nucléaires et les armes de destruction massive devaient être enlevées de la région. La démilitarisation et la dénucléarisation de la zone méditerranéenne amèneraient Israël à entrer dans un système de paix et de sécurité exempt d'armes nucléaires, ce qui faciliterait la solution du conflit israélo-palestinien. M. Galand a conclu son intervention en disant que les ONG pourraient travailler en coopération avec les organisations pacifistes en Israël, même sur le sujet des sanctions, pour s'assurer que l'opinion publique sache bien que lorsqu'on avait lutté contre l'apartheid, on avait adopté des sanctions contre ce régime aux États-Unis et en Europe. Ces sanctions obligerait Israël à respecter le droit international et déboucheraient sur une solution au conflit et une paix durable au Moyen-Orient.

69. Selon **Silas Cerqueira**, membre de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques et du Secrétariat international de solidarité avec le peuple arabe et sa cause centrale, la Palestine (Lisbonne), la puissante avancée du mouvement pacifiste mondial devait amener les ONG à considérer le nouveau contexte international et régional de la lutte palestinienne et leurs campagnes de solidarité respectives. Il a rappelé que les précédents « processus de paix » n'avaient pas amélioré la situation du peuple palestinien; bien au contraire, cette situation s'était détériorée, car les processus en question étaient fondamentalement viciés. De ces processus étaient sorties, au lieu de l'indépendance, des formes plus sophistiquées d'occupation, la culmination étant la construction du mur. Israël, la partie la plus forte, avait eu systématiquement recours au terrorisme d'État et à la violence. Les Palestiniens se trouvaient en position d'infériorité, écrasés militairement, et luttèrent pour leur survie. La pleine responsabilité de la perte de vies humaines, du côté palestinien aussi bien qu'en Israël, revenait aux gouvernements de M. Sharon et de M. Bush,

---

qui se servaient d'Israël comme d'un pion dans leur quête pour la domination géopolitique et économique.

70. En conclusion, M. Galand a rendu hommage au courage et à la fermeté des 3 millions de Palestiniens vivant dans le territoire occupé et de leur dirigeant, Yasser Arafat, qui refusaient de céder au colonialisme et à l'impérialisme. Étant donné la difficile situation sur le terrain, sans solution en vue qui puisse donner une véritable indépendance aux Palestiniens, les ONG devaient renforcer leur solidarité morale, matérielle et politique avec le peuple palestinien. L'ONU était tenue d'assumer son « rôle permanent » dans un processus fondé sur les principes et visant à obtenir l'indépendance des Palestiniens et une paix juste dans la région.

#### IV. Déclarations de clôture

71. Pour **Phyllis Bennis**, Coprésidente du Réseau international de coordination pour la Palestine, il y avait quelque espoir, malgré la gravité de la situation actuelle, de ranimer la possibilité d'instaurer la paix dans la justice. Elle a rappelé le rôle de l'ONU sur la scène internationale. Une partie des activités de promotion des ONG visait à réaffirmer le rôle central de l'Organisation dans l'accomplissement de la difficile tâche d'organiser un processus qui mènerait à une paix juste. De nouvelles alliances visant à mettre fin à l'occupation du territoire palestinien pourraient entrer en jeu. Elle a rappelé que le *New York Times* avait dit que le mouvement pacifiste international était la deuxième superpuissance mondiale.

72. **Nasser Al-Kidwa**, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, appuyait la décision des ONG de faire du mur le point central du Plan d'action. Le mur était la manifestation concrète de l'occupation israélienne et du colonialisme des colons, des efforts tendant à nier l'existence de la nation palestinienne et à en empêcher l'indépendance. Exposant dans ses grandes lignes la position officielle de la Palestine, M. Al-Kidwa a souligné que l'objectif du programme national palestinien était d'établir un État de Palestine indépendant sur le territoire occupé par Israël depuis 1967 avec comme capitale Jérusalem-Est, et de trouver une solution juste au problème des réfugiés sur la base des résolutions de l'ONU, notamment la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Il n'était guère utile de présenter des idées différentes telles que la solution d'un seul État binational. Ce n'était là ni la position nationale palestinienne ni la position de l'ONU. En outre, le seul résultat pratique d'une telle proposition serait de légaliser la présence de colons dans le territoire palestinien occupé. À long terme, ce ne serait pas là une bonne idée, ni pour les Palestiniens, ni pour les Israéliens. La seule solution était de faire fermement respecter le droit international, la légitimité internationale et les droits nationaux du peuple palestinien. Les colonies devaient être démantelées, les colons devaient rentrer en Israël et les Palestiniens devaient bâtir leur État national de Palestine.

73. L'intervenant a réaffirmé l'engagement palestinien en faveur du règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et la volonté palestinienne de coopérer avec tout effort visant à ranimer la Feuille de route. Celle-ci devait repartir de zéro, car il n'y avait pas eu de premier pas. On avait laissé le Premier Ministre Sharon se dérober à sa première obligation, déclarer qu'Israël acceptait l'État souverain indépendant de Palestine et annoncer la cessation des attaques israéliennes contre les Palestiniens.

---

74. M. Al-Kidwa partageait l'avis des ONG en ce qui concerne l'importance de l'ONU, de ses résolutions, et de la nécessité de la voir continuer à jouer son rôle dans le processus de paix au Moyen-Orient. Ces résolutions seraient défendues, actualisées, et traduiraient la position réelle de tous les organes de l'Organisation, y compris le Conseil de sécurité. Lorsqu'il y aurait veto au Conseil, on convoquerait une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale et on tiendrait des débats lors des sessions ordinaires. Les 21 résolutions adoptées l'an dernier continueraient de s'appliquer, et seraient complétées par d'importantes dispositions touchant le mur, les crimes de guerre israéliens et la nécessité d'assurer la représentation d'Israël à l'ONU conformément au droit international. L'intervenant proposait de travailler en coopération avec les ONG pour assurer que les pouvoirs d'Israël à l'Assemblée générale ne couvrent pas les territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. Ce serait là une authentique réussite pour le peuple palestinien et pour la cause de la paix au Moyen-Orient.

75. **Papa Louis Fall**, Président du Comité, se félicitait de la présence de tant de représentants d'organisations non gouvernementales, d'observateurs de gouvernements, d'organisations intergouvernementales et de différents organismes des Nations Unies qui, tout comme le Comité, étaient préoccupés par la situation sur le terrain et poursuivaient le même objectif – une solution juste et durable au conflit – en dépit des reculs et des difficultés. En particulier, les ONG palestiniennes et israéliennes devaient rentrer chez elles avec ce message : une partie de plus en plus importante de la société civile, l'ONU elle-même et la majorité de ses États Membres appuyaient leurs efforts visant une solution pacifique de la question de Palestine.

76. La création d'une nouvelle situation sur le terrain n'avait pas été propice à la reprise du processus politique, et en fait contrevenait au droit international. La politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement s'était poursuivie sans relâche avec l'agrandissement des colonies existantes et la mise en place de nouveaux avant-postes. Le mur de séparation était devenu un cas tangible de la même politique de colonisation du territoire palestinien occupé, de même que les incursions militaires répétées dans les villes et villages palestiniens. Prendre des dispositions contre ces mesures illégales de la puissance occupante devait être une priorité immédiate de tous les acteurs de la communauté internationale, des gouvernements et des organisations de la société civile.

77. La Feuille de route avait fait naître beaucoup d'espoir, en particulier chez les simples citoyens palestiniens et israéliens, qui aspiraient à la normalité et à la paix. Le Comité appuyait fermement les importantes initiatives comme la Feuille de route, instrument pratique permettant d'appliquer les résolutions de l'ONU, de mettre fin à l'occupation et de réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien. Les organisations non gouvernementales, en maintenant leurs positions de principe et en expliquant à leurs membres les causes fondamentales du conflit, à savoir l'occupation de la terre palestinienne par Israël et les souffrances du peuple palestinien, contribueraient à assurer que ce plan ne serait pas détourné de son objectif final déclaré : deux États, Israël et une Palestine souveraine, indépendante, démocratique et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Les gouvernements et la société civile devaient peser de tout leur poids combiné et agir ensemble, car seuls des efforts concertés aboutiraient à des résultats tangibles.

---

## **Annexe I**

### **Mettre fin à l'occupation de la Palestine par Israël**

#### **Plan d'action des organisations non gouvernementales et de la société civile**

Nous sommes réunis aujourd'hui, organisations non gouvernementales et organisations de la société civile, pour élargir et réaffirmer notre engagement à mettre fin à l'occupation israélienne du territoire palestinien, et en faveur des droits inaliénables du peuple palestinien. Nous prenons position à l'appui du droit international, des droits de l'homme, des résolutions de l'ONU et du rôle central de l'Organisation dans la levée de l'occupation, ainsi que des obligations qui incombent à la communauté internationale dans la protection des Palestiniens qui vivent sous l'occupation, comme le demande le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

La crise causée par l'occupation et l'implantation de colonies de peuplement, par la militarisation et la répression de plus en plus forte, est plus aiguë que jamais auparavant. Cette crise est symbolisée par la construction du mur, car cette construction a pour conséquence que l'on confisque des terres, de l'eau et des ressources palestiniennes, que l'on coupe et que l'on sépare des villes et des bourgades palestiniennes du reste du territoire, et que l'on isole les Palestiniens eux-mêmes.

Nous sommes résolues à oeuvrer de concert avec les gouvernements, les parlements, les organisations multinationales, et en particulier l'Organisation des Nations Unies elle-même, pour mobiliser l'action contre le mur et les violations du droit international inhérentes à sa construction. À cette fin, nous nous engageons à prendre les mesures suivantes :

#### **Campagne pour la destruction du mur**

##### **Les résolutions de l'Organisation des Nations Unies**

- Nous ferons pression sur nos gouvernements pour qu'ils soutiennent au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale des résolutions condamnant le mur comme faisant partie de la politique systématique de colonisation menée par Israël, et comme étant une violation spécifique de la quatrième Convention de Genève. Nous chercherons particulièrement à faire déposer des résolutions à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien célébrée tous les ans le 29 novembre comme suite à une déclaration de l'ONU.

##### **Les ressources pour l'action d'opposition au mur**

- Nous allierons nos ressources, y compris les ressources venant de Palestine et d'Israël, de nos propres pays et de la communauté internationale, pour faire connaître la question au public et accroître ainsi la pression sur les gouvernements pour condamner l'illégalité du mur et en exiger la destruction immédiate. À cette fin, nous produirons des documents communs exposant l'illégalité du mur, qui seront traduits et publiés dans tous les pays du monde, soulignant ainsi que notre mouvement d'opposition est d'ampleur mondiale.

---

### **Semaine d'action d'opposition au mur**

- Nous mobiliserons le public dans nos propres pays et dans l'ensemble de la communauté internationale pour rassembler l'appui à une Semaine internationale d'action d'opposition au mur du 9 au 16 novembre 2003. Cette mobilisation dynamisera notre campagne commune et renforcera la composante palestinienne du mouvement pacifiste mondial. En coopération avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, nous fournirons des cartes, des orateurs et d'autres ressources pour aider à organiser ces manifestations.

---

## Annexe II

### **Lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies**

Le 5 septembre 2003

Son Excellence Monsieur Kofi Annan  
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Son Excellence Monsieur Julian Hunte  
Président de l'Assemblée générale

Son Excellence Sir Emyr Jones Parry  
Président du Conseil de sécurité

Monsieur le Secrétaire général, Messieurs les Présidents,

Nous, organisations non gouvernementales et organisations de la société civile rassemblées en cette tribune internationale, nous engageons à joindre nos efforts et nos ressources pour promouvoir le droit international, mettre fin à l'occupation israélienne de la Palestine et assurer une protection internationale au peuple palestinien.

Nous travaillerons avec nos gouvernements et nos parlements pour assurer que le Conseil de sécurité de l'ONU et/ou l'Assemblée générale des Nations Unies autorisent une force internationale de protection comme première mesure sur la voie de la levée de l'occupation et de l'application des résolutions de l'ONU non encore appliquées concernant une paix juste et globale au Moyen-Orient. Une telle force, dotée d'un mandat bien défini et ayant un calendrier précis pour mettre fin à l'occupation, évitera aux civils palestiniens de nouvelles morts et destructions aux mains des forces militaires israéliennes d'occupation et dues aux actes illégaux de gouvernements israéliens successifs dans le territoire palestinien occupé. Elle protégera également les civils israéliens contre les actes de violence qui sont la conséquence de 36 années d'occupation brutale. Dans le même temps, nous continuerons d'apporter notre appui et notre participation aux importants travaux menés par le mouvement international de citoyens pour assurer la protection des Palestiniens vivant sous l'occupation et manifester leur solidarité avec ces derniers.

Nous constatons que l'occupation israélienne, en particulier son processus d'implantation de colonies de peuplement, s'est notablement intensifiée avec la construction du mur en territoire palestinien, qui s'est traduite dans les faits par la confiscation de milliers d'hectares de terres palestiniennes et par une situation où les Palestiniens se sont retrouvés séparés de leurs champs et de leurs vergers. Nous condamnons la construction du mur, et le fait qu'elle constitue une violation du droit international. Nous nous engageons à oeuvrer avec nos gouvernements et nos parlements afin de mobiliser le public pour nous opposer à l'existence du mur. Nous prions instamment chacun d'entre vous d'utiliser toutes les ressources dont vous disposez, y compris le poids de votre voix sur la scène internationale, pour exiger



---

qu'Israël démantèle le mur illégal. Nous vous joignons, pour votre attention, notre plan d'action pour cette année, qui est axé sur la mobilisation de l'opposition internationale à l'existence du mur.

Nous vous remercions.

La Coprésidente  
du Comité directeur de la Conférence  
Phyllis Bennis

Pièce jointe : Plan d'action pour 2003

---

## Annexe III

### Liste des participants

---

#### *Comité directeur*

---

M. Ahmed Abdirahman	Chargé de projet, Directeur des projets outre-mer, Alternatives – Réseau d’action et de communication pour le développement international Montréal
M. Gabi Baramki*	Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix Jérusalem
Mme Phyllis Bennis	Chargée de recherche à l’Institut d’études politiques Washington (District de Columbia)
Mme Kathy Bergen	Coordonnatrice du Programme Israël-Palestine de consolidation de la paix, American Friends Service Committee Philadelphie (Pennsylvanie)
M. Don Betz	Représentant des organisations non gouvernementales internationales sur la question de Palestine Edmond (Oklahoma)
M. Joseph Cornelius Donnelly	Représentant du Groupe de travail des ONG sur Israël et la Palestine, représentant international de Caritas auprès de l’Organisation des Nations Unies New York
M. Chris Doyle	Directeur du Council for the Advancement of Arab-British Understanding Londres
M. Pierre Galand	Représentant des organisations non gouvernementales européennes sur la question de Palestine Bruxelles
M. Jeff Halper	Coordonnateur de l’Israeli Committee against House Demolitions Jérusalem
M. Allam Jarrar	Vice-Président du Conseil palestinien pour la justice et la paix Ramallah
Mme Maha Nassar	Union générale des femmes palestiniennes Ramallah

---

\* N’a pas pu se rendre à New York en raison des restrictions des voyages imposées par Israël.

---

*Intervenants*

---

Mme Maha Abu Dayyeh Shamas	Directrice du Women's Center for Legal Aid and Counseling Jérusalem
M. Naim Ashhab	Joint Action Group for Israeli-Palestinian Peace Jérusalem
Mme Phyllis Bennis	Chargée de recherche à l'Institut d'études politiques Washington (District of Columbia)
M. Ahmed Bouzid	Fondateur de Palestine Media Watch Philadelphie (Pennsylvanie)
Mme Naomi Braine	Membre de l'organisation Jews against Occupation New York
M. Silas Cerqueira	Représentant du Secrétariat international de solidarité avec le peuple arabe et sa cause centrale la Palestine  Représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques Lisbonne
Mme Naomi Chazan	Ancienne membre de la Knesset Jérusalem
Mme Cindy Corrie	Membre de la Peace and Justice Studies Association Olympia (Washington)
Mme Greta Duisenberg	Présidente de l'organisation Stop the Occupation Amsterdam
M. Pierre Galand	Sénateur au Parlement belge  Représentant des organisations non gouvernementales européennes sur la question de Palestine Bruxelles
M. Lev Grinberg	Professeur à l'Université Ben-Gourion Néguev
Mme Claudette Habesh	Secrétaire générale de Caritas Jerusalem Jérusalem
M. Jeff Halper	Coordonnateur de l'Israeli Committee Against House Demolitions Jérusalem
M. Jamal Juma	Coordonnateur du Palestinian Environmental NGO Network Jérusalem

---

*Intervenants*

---

M. Thomas Neu	Président de l'Association des agences internationales de développement, représentant pour le Moyen-Orient de l'organisation American Near East Refugee Aid Jérusalem
Mme Mary Rose Oakar	Présidente de l'American-Arab Anti-Discrimination Committee Washington (District de Columbia)
Mme Avia Pasternak	Membre de l'organisation Ta'ayush Tel Aviv
M. John Reese	Coordonnateur de l'US Campaign to Stop the Wall Seattle (Washington)
M. Joshua Ruebner	Coordonnateur des activités de promotion locales, US Campaign to End the Occupation Washington (District de Columbia)

---

**Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables  
du peuple palestinien**

S. E. M. Papa Louis Fall	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies, Président du Comité et chef de la délégation
S.E.M. Bruno Rodríguez Parilla	Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies Vice-Président du Comité
S.E.M. Ravan A.G. Farhâdi	Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies Vice-Président du Comité
S.E.M. Victor Camilleri	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies Rapporteur du Comité
S.E.M. Nasser Al-Kidwa	Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

**Représentant du Secrétaire général de l'Organisation  
des Nations Unies**

M. Kieran Prendergast	Secrétaire général adjoint aux affaires politiques
-----------------------	--

---

## **Gouvernements**

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Bangladesh, Belgique, Belize, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, France, Grenade, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Malaisie, Malte, Maroc, Namibie, Niger, Pakistan, Philippines, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Yémen

## **États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège**

Saint-Siège

## **Entités ayant reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et ayant une mission permanente d'observation au Siège**

Palestine

## **Organisations intergouvernementales**

Ligue des États arabes, Organisation de la Conférence islamique, Union africaine

## **Organismes des Nations Unies**

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)  
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)  
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)  
Organisation internationale du Travail (OIT)  
Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Programme des Nations Unies pour le développement, Programme d'assistance au peuple palestinien (PNUD/PAPP)  
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

## **Organisations de la société civile**

Al-Awda, Palestine Right to Return Coalition in Canada  
Al-Bireh Palestine Society USA

---

Al-Haq  
Alternative Information Centre  
Alternatives – Réseau d'action et de communication pour le développement international  
American-Arab Anti-Discrimination Committee  
American Association for Palestinians Equal Rights  
American Association of Jurists  
American Friends of the Episcopal Diocese of Jerusalem  
American Friends Service Committee  
American Jewish Committee  
American Muslims for Jerusalem  
American Near East Refugee Aid  
American Palestine Public Affairs Forum  
Americans for a Middle East Understanding  
Americans United for Palestinian Human Rights  
Anglican Consultative Council  
Arab Student Collective  
Association mondiale des organisations non gouvernementales  
Bishop's Committee for Justice and Peace in Israel/Palestine  
Boston Coalition for Palestinian Rights  
Boston Committee for Palestinian Rights  
Boston Mobilisation  
Bureau international de la paix  
Bureau presbytérien à l'ONU  
Bureau Quaker à l'ONU  
Caritas Internationalis  
Centre pour le développement international  
Children of Iraq  
Church of Humanism  
Citizens International  
Comité de coordination des ONG européennes sur la question de Palestine  
Confédération internationale des syndicats libres (CISL)  
Confédération italienne du Travail (CGIL-CDLM)  
Confédération mondiale du Travail  
Confédération mondiale du Travail - Bureau de liaison à Washington  
Confederazione Generale Italiana del Lavoro  
(Confédération générale italiennedu Travail)  
Congregation of the Mission  
Conseil oecuménique des églises  
Council for the Advancement of Arab-British Understanding  
Direct Action for Justice in Palestine  
Dominican Leadership Conference  
Evangelicals for Middle East Understanding  
Faculté pour la paix israélo-palestinienne  
Fédération des associations de défense et de promotion des droits de l'homme  
Fédération interconfessionnelle et internationale pour la paix dans le monde  
Fédération luthérienne mondiale  
Fédération méthodiste pour l'action sociale  
Fellowship of Reconciliation  
Fondation shinto internationale

---

Friends of Sabeel – North America  
General Board of Global Ministries  
Global Art Workers' Partnership  
Global Exchange  
Global Family for Love and Peace  
Grassroots International  
Gush Shalom  
If Americans Knew  
Institut de recherche et de documentation sur les droits de l'homme  
en République dominicaine  
Institute for Policy Studies  
International Committee for Arab-Israeli Reconciliation  
International Council for Caring Communities  
International Presentation Organization  
Interns for Peace, International  
Ireland Palestine Solidarity Campaign  
Israeli Committee Against House Demolitions  
Jewish Peace Fellowship  
Jews Against the Occupation  
Jews for Peace in Palestine  
Joint Action Group for Israeli-Palestinian Peace  
Juristes sans frontières  
Justice and Peace Commission  
Life for Relief and Development  
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Bureau à l'ONU  
Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc.  
Massachusetts Institute of Technology, Centre d'études internationales  
Mennonite Central Committee United Nations  
Mercy Global Concern  
Middle East Children in Crisis Initiative  
Middle East Fellowship of Southern California  
Middle East Peace Committee, diocèse épiscopal de Washington  
Mouvement du tiers-monde contre l'exploitation des femmes et la violence  
Mouvement international de solidarité  
National Arab-American Professionals  
National Training Centre for Resource Centre Directors  
Near East Foundation  
Neturei Karta International  
Network of Arab-American Professionals of New York  
New Profile/International Women's Peace Service  
Not in Our Name  
Olympia Jews against the Occupation  
Olympia-Rafah Sister City Project  
ONG internationales sur la question de Palestine  
Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques  
Organisation internationale de perspective mondiale – Bureau à l'ONU  
Palestine Centre  
Palestine Israel Action Group of the Ann Arbor Friends Meeting  
Palestine Media Watch  
Palestine Right to Return Coalition

---

Palestine Solidarity Committee  
Palestinian Council for Justice and Peace  
Palestinian Environmental NGO Network  
Palestinian Return Centre  
Pax Christi International  
Peace and Justice Studies Association  
Peace Boat  
Plate-forme française des ONG pour la Palestine  
Princeton Middle East Society  
Promoting Enduring Peace  
Rachel Corrie Foundation for Peace and Justice  
Rawdat El Zuhur  
Rebuilding Palestinian Homes  
Search for Common Ground  
Secrétariat international de solidarité avec le peuple arabe et sa cause centrale,  
la Palestine  
Self  
Service chrétien mondial  
Stop the Occupation  
Stop the Wall  
Union générale des femmes palestiniennes  
Unitarian Universalist  
United Church of Christ  
United Church of Christ Justice and Witness Ministries  
United for Justice and Peace in Palestine  
United Methodist Church  
United Nations Watch  
Université Ben-Gourion  
US Campaign to End the Israeli Occupation  
US Peace Council  
Veterans for Peace  
Visions of Peace with Justice in Israel-Palestine  
Women's Studies Program  
Yellow Times.org

04-22788 (F) 030304 040304

**\*0422788\***